



Bibliothèque St-Stu-
340 rue St-Denis
Mc

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 11 SEPTEMBRE 1926

QUEBEC, SATURDAY, 11TH SEPTEMBER, 1926

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE
OFFICIELLE"

TO ADVERTISERS IN THE "OFFICIAL
GAZETTE"

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

TARIF DES ANNONCES

ADVERTISING RATES.

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

La matière tabulaire est comptée double.

Tabular matter at double rate.

Traduction, 50c. par 100 mots.

Translation, 50 cents per 100 words.

"Gazette officielle", par exemplaire, 30c.

"Official Gazette", 30 cents per single number.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Slips, \$1.00 per dozen.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publica-

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication.

tion, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.— Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,

L.-AMABLE PROULX.

Hôtel du gouvernement.

4089

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L. AMABLE PROULX,

King's Printer.

Government House.

4090

Lettres patentes

Letters patent

"Canadian Business Exchange, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'août 1926, constituant en corporation: Michael-Harry Franklin, avocat, Léon-D. Cresthol, avocat, et John-T. Smith, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

1. (a) Convenir d'acheter, souscrire, acheter ou acquérir autrement et détenir, soit comme principal ou comme agent, et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale et disposer ou faire le commerce d'obligations, débetures, stocks, actions ou autres valeurs de tout gouvernement, corporation municipale ou scolaire ou de toute banque à charte, ou de toute compagnie ou corporation industrielle, financière et autre, dûment constituée; (b) promouvoir, organiser, développer ou gérer ou aider à la promotion, l'organisation, le développement ou l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou industrie, et prélever et aider à prélever de l'argent, pour toute autre compagnie ou corporation, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, et offrir au public pour souscription toutes actions, stocks, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation, industrie ou entreprise; (c) agir comme agents pour fins d'émettre ou de contresigner les certificats d'actions, bons ou autres obligations de toutes associations, corporations municipales ou autres, et agir comme agents de transfert et registraires au sujet des dites actions, bons ou autres obligations, et administrer tout fonds d'amortissement pour ces valeurs aux termes qui pourront être convenus; (d) faire enquête et rapport sur le titre de toute propriété immobilière et de tout terrain, tènement et biens fonciers;

3. Exercer toute autre industrie, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à

"Canadian Business Exchange, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of August, 1926, incorporating: Michael Harry Franklin, advocate, Leon D. Crestohl, solicitor, and John T. Smith, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. (a) To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security, or otherwise dispose of or deal in the bonds, debentures or stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank or of any duly incorporated company or corporation, industrial, financial or otherwise; (b) to promote, organize, develop or manage or to assist in the promotion, organization, development or management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking and to raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any company or corporation, business or undertaking; (c) to act as agent for the purpose of issuing or countersigning certificates of stock, bonds, or other obligations of any associations or municipal or other corporation, to act as transfer agents and registrars in connection and with the said stock, bonds, or other obligations and to manage any sinking fund therefore on such terms as may be agreed upon; (d) to investigate and report upon the title to any immovable property and lands, tenements and chattels real;

3. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business,

accroître directement ou indirectement la valeur des biens et des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

5. Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

6. (a) Agir comme agents financiers, et faire les affaires d'une agence financière générale, de promotion et de courtage; (b) procurer le capital, du crédit ou autre aide pour l'établissement, l'agrandissement ou la réorganisation de toute entreprise ou industrie que toute personne ou corporation a l'intention d'exercer;

7. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susdits;

8. Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autre titre légal, et détenir et posséder des terrains, biens-fonds et immeubles de toute description, nécessaires ou utiles pour les fins commerciales de la compagnie, et y ériger des édifices, et les vendre, louer, transporter, échanger, hypothéquer ou autrement en disposer;

9. Garantir et donner des garanties et se porter garants du paiement des franchises que la compagnie pourra légalement acquérir et pour des services rendus et à rendre à la compagnie en actions entièrement acquittées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

10. Si autorisés par règlement ratifié par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital-actions souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix qui seront considérés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du code civil, hypothéquer, grever ou gager la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie, pour garantir toutes telles débetures ou autres valeurs ou donner une partie seulement de telle garantie pour telles fins, et constituer l'hypothèque, mortgage ou gage mentionnés dans ce sous-paragraph, par un acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (chap. 227);

11. Hypothéquer, ou grever la propriété immobilière de la compagnie, ou donner en garantie ou autrement affecter la propriété mobilière ou donner toutes telles garanties, pour garantir le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de débetures, ainsi que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat, ou obligation de la compagnie, sous le nom de "Canadian Business Exchange, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de vingt mille piastres (\$20,000.00), monnaie courante du Canada;

Le capital-actions est divisé en vingt mille

ou calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

5. To adopt such means of making known the business of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

6. (a) To act as financial agents and to carry on the general financial agency, promotion and brokerage business; (b) to procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry intended to be carried on by any person or corporation;

7. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

8. To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession, or other legal title, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description necessary or useful for the purposes of the company, and to erect buildings thereon, and to sell, lease, convey, exchange, hypothecate, and otherwise dispose of same;

9. To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of franchises which the company may lawfully acquire, and for services rendered and to be rendered to the company in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

10. If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present and future, of the company, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (chap. 227);

11. Hypothecate or mortgage the immovable property of the company or pledge or otherwise affect the movable property, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract, or obligation of the company, under the name of "Canadian Business Exchange, Limited";

The amount of the capital-stock of the company is to be twenty thousand dollars (\$20,000.00), current money of Canada;

The stock is to be divided into 20,000 shares

(20,000) actions ordinaires d'une piastre (\$1.00) of one dollar each (\$1.00), common stock; chacune.

La somme de trois cents piastres (\$300.00) a été souscrite au capital-actions de la compagnie;

The sum of three hundred dollars (\$300.00) has been subscribed to the capital-stock of the company;

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le vingt et unième jour d'août 1926.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of August, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

C. J. SIMARD,

4145

C.-J. SIMARD.

4146

Assistant Provincial Secretary.

"Compagnie d'Immeubles Michelin, Incorporée"

"Compagnie d'Immeubles Michelin, Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'août, 1926, constituant en corporation: Lucien Gendron, René Gauthier, avocats, et René Viau, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1926, incorporating: Lucien Gendron, René Gauthier, advocates, and René Viau, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Pour acquérir, conserver, améliorer, gérer, travailler, développer et exercer tout droit en rapport avec toute propriété que la compagnie pourrait acquérir;

To acquire, hold, improve, manage, work, develop and exercise any right in connection with any property which the company may acquire;

Pour faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et d'un agent d'immeubles sous toutes ses formes;

To carry on the business of a real estate company and of a real estate agent under all its forms;

Pour acquérir par achat, échange, bail ou autrement, et pour ériger, construire, réparer, changer, améliorer, développer et pour vendre, louer, aliéner toutes maisons et bâtisses de toute description;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to erect, construct, repair, alter, improve, develop and to sell, alienate any houses and buildings of every description;

Pour subdiviser lesdits terrains et propriétés en lots à construire, rues, parcs et sites pour résidences ou autrement et pour construire, conserver, user et opérer les travaux nécessaires d'eau, d'égout et de creusage en rapport avec lesdits terrains;

To subdivide the said lands and property into building lots, streets, parts and sites for residences or otherwise and to construct, hold, use and operate the necessary water-works, sewers and digging work in connection with the said lands;

Pour payer toute propriété réelle ou personnelle qui pourrait être acquise par la compagnie au comptant ou par parts, bonds, ou autres garanties de la compagnie, ou partie comptant et partie en parts, bonds et sécurités;

To pay for any real or personal property which may be acquired by the company, in cash or shares, bonds or other securities of the company, or partly cash and partly in shares, bonds and securities;

Pour faire tous genres d'affaires et en particulier pour former, constituer, supporter, prêter de l'argent à, assister et contrôler toute compagnie, association ou entreprise de tous genres;

To carry on any kind of business and in particular to form, constitute, support, lend money to, assist and control any company, association or undertaking of any kind;

D'une manière générale de faire les affaires et d'entreprendre toute affaire, entreprise, transaction ou opération qu'ont l'habitude d'entreprendre et de faire les capitalistes, les promoteurs, les organisateurs, les courtiers en assurance et agents, les courtiers en change et agents, les courtiers et agents à commission, les concessionnaires et contracteurs pour travaux publics et autres travaux;

In a general manner to deal in and undertake any business, enterprise, transaction or operation usually undertaken and carried on by capitalists, promoters, organizers, insurance brokers and agents, exchange brokers and agents, commission brokers and agents, concessionaries and contractors for public and other works;

Pour faire affaires comme prêteur d'argent de tous genres, sauf les affaires de banque, et d'accepter et garder comme garantie pour le paiement de toute somme d'argent payée ou avancée par la compagnie ou pour toute dette à charge due à la compagnie, tout meuble ou immeuble, hypothèque, lien, ou autre garantie, selon que la compagnie jugera préférable, sujet cependant aux lois générales concernant ces objets;

To carry on business as a money lender of all kinds, except banking business, and to accept and hold as security for the payment of any sum of money paid, or advanced by the company or for any book debts due to the company, any movable or immovable, hypothec, lien or other security as the company may deem preferable, subject, however, to the general laws concerning the above objects;

D'acquérir par achat, bail, contrat, assignation ou transfert ou autrement tous droits, privilèges, franchise ou concessions que tout gouvernement ou autorité fédérale, provinciale ou municipale ou tout autre corps public aurait le pouvoir d'énoncer, de faire ou d'accorder;

To acquire by purchase, lease, contract, assignment, transfer or otherwise any rights, privileges, franchises or concessions which any government or federal, provincial or municipal authority or any other public body may have the power to give, make or grant;

D'acquérir en entier ou en partie tout genre d'affaires, propriétés et responsabilités ou l'actif d'individu, société ou compagnie faisant un genre d'affaires que la compagnie est autorisée

To acquire in whole or in part any kind of business, property and responsibility or the assets of any individual, firm or company carrying on any kind of business which the company is authorized

à faire et d'émettre des parts payées, ou bonds ou autres garanties pour le paiement de frais d'achat;

Pour promouvoir et devenir actionnaires dans toute compagnie ou compagnies pour les fins d'acquérir, en entier ou en partie, les propriétés ou titres de la compagnie ou pour tout autre motif qui, directement ou indirectement, pourrait rapporter des bénéfices et avantages à la compagnie, et de garantir le paiement du principal, des dividendes et des intérêts pour les parts, le stock, les bonds, les débetures ou autres garanties ou pour la passation de contrats de ces compagnies;

De former une société ou faire tout arrangement pour partager des profits ou dépenses, intérêts communs, coopération, entreprises conjointes, concessions réciproques ou autres, avec toute personne, société, association ou compagnie faisant affaires ou étant engagées ou étant sur le point de faire affaires dans tous genres d'entreprises ou transactions dont la compagnie est autorisée à s'occuper, ou en tous genres d'affaires ou transactions de manière à ce que, directement ou indirectement, la compagnie puisse en retirer des bénéfices et avantages; de prêter toute somme d'argent, de garantir les contrats ou d'aider toute personne, société, association ou compagnie et de prendre, d'acquérir des parts ou des garanties de cette société, association ou compagnie et de vendre, conserver ou garder ou de remettre avec ou sans garantie ou faire ce que bon semblera à la compagnie;

Pour emprunter et aider à emprunter toute somme d'argent et aider par voie de bonus, emprunts, promesses, endossements, garantie de bonds, de débetures, ou autres garanties ou autrement, toute autre personne, société, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires et de garantir l'exécution de contrats pour toute compagnie ou corporation;

Pour louer, vendre ou disposer de toute manière des affaires, propriétés ou entreprises de la compagnie ou de toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier quant aux parts, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des fins en entier ou en partie identiques à celles de la compagnie;

De faire tout autre genre d'affaires (soit comme manufacturiers ou autrement) que la compagnie croira lui rapporter certains bénéfices ou avantages, directement ou indirectement, ou faire profiter certaines propriétés ou droits de la compagnie;

D'acquérir, garder, transiger et de disposer des parts dans toute autre compagnie dont les pouvoirs sont du même essor que ceux de la compagnie ou de s'amalgamer avec telle autre compagnie;

De payer pour les services rendus à la compagnie en vendant, plaçant ou garantissant le placement de ces stock, bonds ou autres sécurités, ou en vendant ou disposant en entier ou en partie de ce qu'il lui appartient, en argent ou en stock, bonds ou garanties de la compagnie;

De distribuer, en espèces ou autrement, tout actif de la compagnie parmi ses membres et plus spécialement toutes parts, bonds, débetures ou autres garanties, reçus en considération de la vente du tout ou toute partie des propriétés de la compagnie formée pour vendre en entier ou en partie l'actif ou le passif de cette compagnie;

Pour faire tous genres d'affaires qui pourraient

to carry on, and to issue paid up shares, bonds or other securities for the payment of the purchase price thereof;

To promote, and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property or titles of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company and to take, or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire, hold, deal in and dispose of shares in any other company whose powers are similar to those of the company or to amalgamate with any such other company;

To pay for services rendered to the company in selling, placing or guaranteeing the placing of such bonds or other securities, or in selling or disposing in whole or in part of that which belongs to it, in cash or in stock, bonds or securities of the company;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To carry on any kind of business as are inci-

se rapporter aux fins de cette compagnie et de faire affaires comme principal, agent, contracteurs ou autrement, soit seul ou avec d'autres, sous le nom de "Compagnie d'Immeubles Michelin, Incorporée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau chef de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4147 ALEXANDRE DESMEULES.

"G. E. Brennan and Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'août 1926, constituant en corporation: William Shaw Antliff, comptable licencié, Greta-Ethel Antliff, femme mariée, épouse de William Shaw Antliff, de qui elle est séparée de biens, Vivian-Ethel Brennan, manufacturière, veuve, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, acquérir, assumer et exploiter, comme industrie en activité, le commerce et l'entreprise ci-devant exercés à et de la cité de Montréal, par Vivian-Ethel Brennan, sous la raison sociale de "G. E. Brennan and Company", avec la totalité ou toute partie de l'actif et du passif dudit commerce, et en faire le paiement en tout ou en partie en actions entièrement libérées et non sujettes à appel ou en obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Exercer l'industrie, en gros et en détail, de manufacturiers de drap, drapiers, manufacturiers d'habits, merciers, bonnetiers, manufacturiers, importateurs et exportateurs et commerçants en gros et en détail de tissus de toutes sortes, tailleurs, confectionneurs et vendeurs d'autres articles et commodités d'usage personnel et domestique, et généralement de tous articles manufacturés et matériaux;

Manufacturer, produire, acheter et vendre, importer et exporter des nouveautés, habits et vêtements pour dames et messieurs, merceries de toutes sortes pour dames et messieurs, et les matières premières entrant dans leur confection et toutes machines, outils ou appareils utilisés dans leur fabrication, et tout mobilier, emballage, étiquettes, et dispositifs de publicité, utilisés ou utiles pour mettre sur le marché les articles susdits, et en faire le commerce généralement comme principal ou agent, en gros ou en détail;

Exploiter toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir convenablement exploiter en rapport avec son industrie, ou directement ou indirectement susceptible d'augmenter la valeur ou de mettre à profit aucun des biens ou droits de la compagnie;

Acquérir par achat, location ou autrement et assumer la totalité ou toute partie de l'entreprise, du commerce, des biens, de l'actif et du passif de toute personne, société ou compagnie exploitant une industrie semblable à celle que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter, et en faire le paiement en tout ou en partie en deniers comptants ou en actions ou autres valeurs de la compagnie, totalement ou partiellement libérées, et, avec l'approbation des actionnaires, payer, de même

dental or conducive to the attainment of the purposes of the company and to carry on business as principals, agents, contractors or otherwise, either alone or in conjunction with others, under the name of "Compagnie d'Immeubles Michelin, Incorporée", with a total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of August 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
4148 Acting Assistant Provincial Secretary.

"G. E. Brennan and Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of August, 1926, incorporating: William Shaw Antliff, chartered accountant, Greta Ethel Antliff, married woman, wife of William Shaw Antliff, from whom she is separate as to property, Vivian Ethel Brennan, manufacturer, widow, all of Montreal, for the following purposes:

To purchase, acquire, take over and carry on, as a going concern, the business and undertaking heretofore carried on at and from the city of Montreal by Vivian Ethel Brennan, under the firm name of G. E. Brennan and Company, with all or any of the assets and liabilities thereof, and to pay for the same wholly or partly in fully paid non-assessable stock or in bonds, debentures or other securities of the company;

To carry on the business of wholesale and retail cloth manufacturers, clothiers, clothing manufacturers, haberdashers, hosiers, manufacturers, importers and exporters, and wholesale and retail dealers of and in textile fabrics of all kinds, tailors, outfitters, and other articles and commodities of personal and household use and generally of and in all manufactured goods and materials;

To manufacture, produce, buy and sell, import and export dry goods, ladies' and gentlemen's clothing and garments of every kind and description, ladies' and gentlemen's furnishings of every kind, and raw material used therein, and any machine, tool or appliance used in the manufacture thereof, and any fixtures, packing, label and advertising device, used or useful in the marketing of the above articles, and to deal in the same generally as principal or agent, wholesale or retail;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on, and to pay for the same in whole or in part by cash or shares or other securities of the company wholly or partly paid up, and, with the approval of the shareholders, to pay in like manner for any services rendered to

manière pour tous services rendus à la compagnie, soit en rapport avec son organisation ou la conduite de ses opérations ou autrement;

Conclure tous arrangements pour le partage des bénéfices, la fusion la consolidation ou l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques, l'administration des affaires de la compagnie ou autres conventions de même nature, avec toute personne ou compagnie exploitant ou sur le point d'exploiter une industrie semblable à celle de la compagnie, et faire toutes les démarches et toutes les procédures et toutes les affaires et choses nécessaires ou utiles pour mener à bonne fin et donner effet à tels arrangements ou aucun d'eux;

Prélever ou aider à prélever des deniers pour, et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures, ou autres valeurs ou autrement toute personne, compagnie ou corporation exploitant une industrie en tout ou en partie semblable à celle de la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation ou par toute personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Acquérir, détenir et aliéner des actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute personne, firme ou corporation exploitant une industrie semblable;

Acheter, louer ou acquérir autrement des propriétés mobilières ou immobilières, foncières ou personnelles, de toute espèce ou nature;

Solliciter, acheter ou acquérir autrement des marques de commerce ou brevets, permis, concessions et privilèges semblables conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention qui semblent susceptibles d'être utilisés pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition paraîtra de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Vendre, louer ou autrement aliéner les biens et entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, aucun des biens de la compagnie, et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs dont cette compagnie aura le pouvoir de disposer;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, reçus d'entrepôts, mandats et autres effets négociables et transférables;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susdits, et faire la totalité ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "G. E. Brennan and Company" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

4149

C.-J. SIMARD.

the company, whether in connection with its organization or the conduct of its business or otherwise;

To enter into any arrangement for sharing of profits, amalgamation, consolidation, or union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, management of the affairs of the company, or other arrangements of a like nature, with any person or company carrying on or about to carry on any business similar to that of the company, and to take all such steps and proceedings and to do all such matters and things as may be necessary or expedient to carry out and give effect to such agreements or any of them;

To raise or assist in raising money for, and to aid by bonus, loan, promise, endorsements, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any person, company or corporation carrying on business in whole or in part similar to that of the company, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any person or persons with whom the company may have business relations;

To acquire, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any person, firm or corporation carrying on a similar business;

To purchase, lease or otherwise acquire movable or immovable, real or personal property of any kind or nature;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks, or patents, licences, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or turn to account the property, rights or information so acquired;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, bonds or securities of any other company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities which the company may have power to dispose of;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "G. E. Brennan and Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of August, 1926.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4150

"Masham Telephone Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'août 1926, constituant en corporation: Arthur Brazeau, Isaac Brazeau, Jr, cultivateurs, du canton de Masham, Solange Gatién, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, de la cité de Hull, dans les buts suivants:

Construire, acquérir, louer, exploiter et maintenir une ou plusieurs lignes de téléphone électrique, avec des embranchements y conduisant ou en divergeant d'un point à un autre, sur les chemins et les propriétés publiques et privées, avec le consentement des autorités municipales ou des propriétaires dans les limites du Comté de Hull, et communiquer avec toutes les personnes ou compagnies de téléphone avec lesquelles celle-ci pourra avoir un raccordement;

Acquérir, louer, posséder, exploiter et maintenir des appareils téléphoniques consistant en poteaux, fils, boîtes téléphoniques, centraux et tous appareils ou instruments jugés utiles dans l'exploitation d'une ligne de téléphone;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce général de tous effets et objets relatifs au téléphone;

Acheter ou autrement acquérir toute part ou intérêt dans la totalité ou une partie du commerce, de la clientèle et des biens de toute personne, maison ou compagnie engagée dans une entreprise de même nature que celle de la présente entreprise et compagnie, et entreprendre la totalité ou une partie des engagements ou obligations de toute telle personne, maison ou compagnie, et exercer, conduire et liquider toute affaire ainsi acquise et faire et mettre à effet tous contrats ou convention conclus avec toute telle personne, maison ou compagnie, comme susdit, concernant la fusion, les risques communs, la coopération, le partage des profits, l'aide mutuelle ou autrement, et accepter ou donner en compensation pour tout tel contrat ou convention, des actions, débetures ou autres valeurs;

Céder à bail, vendre, ou autrement aliéner les biens, l'actif de la Compagnie, en tout ou en partie, pour toute considération jugée opportune;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, des lettres de change, connaissements, mandats, obligations, débetures et autres instruments négociables ou transférables;

Promouvoir ou aider à la promotion de la compagnie pour les fins de nature à profiter à la présente Compagnie;

Faire tous actes, exercer tous les droits et pouvoirs et faire toutes les opérations qui pourraient être jugés nécessaires et propres aux fins pour lesquelles la Compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Masham Telephone Company", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Masham, dans le comté de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4151 ALEXANDRE DESMEULES.

"Masham Telephone Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1926, incorporating: Arthur Brazeau, Isaac Brazeau, jr., farmers, of the township of Masham, Solange Gatién, stenographer, spinster in the full exercise of her rights, of the city of Hull, for the following purposes:

To construct, acquire, lease and operate and maintain one or several electric telephone lines, with branch lines thereto or therefrom, from one point to another, on the roads and public or private properties, with the consent of the municipal authorities or land owners, within the limits of the county of Hull, and to establish connections with any persons and telephone companies with whom or with which the company may establish connections;

To acquire, lease, possess, exploit and maintain telephone appliances consisting of poles, wires, telephone boxes, centrals and any appliances or instruments deemed useful for the operation of a telephone line;

To manufacture, buy, sell and generally deal in all goods and articles connected with the telephone business;

To buy or otherwise acquire any share or interest in the whole or any part of the business, good-will and assets of any person, firm or company engaged in any business of a like nature to that of the present undertaking and company, and to take over the whole or any part of the liabilities or obligations of any such person, firm or company, and to exercise, conduct and liquidate any business so acquired, and to enter into and carry out any contracts or agreements made with any such person, firm or company, as aforesaid, for amalgamation, joint adventure, co-operation, sharing of profit, mutual assistance or otherwise, and to accept and give as a consideration for any such contract or agreement, shares, debentures or other securities;

To give on lease, sell, or otherwise alienate the property and assets of the company, in whole or in part, for such consideration as may be deemed expedient;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, bonds, debentures and other negotiable or transferable instruments;

To promote or assist in the promotion of any company for the purposes or of a nature calculated to benefit the present company;

To do any act, exercise all the rights, powers and carry on any operations necessary and conducive to the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Masham Telephone Company", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Masham, in the county of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of August, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
4152 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Mattawa Fur Ranching, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'août 1926, constituant en corporation : Frederick-Samuel Arntfield, de la cité de Toronto, Ludger Jodouin, Alphonse Chabot, tous deux de la cité d'Ottawa, tous marchands, Edmond Lapiere, de la ville de Sudbury, membre du Parlement, et George Parent, de la cité de Québec, avocat, pour les fins suivantes :

Faire l'élevage des animaux sauvages et particulièrement d'animaux à fourrure de toutes sortes, et à cette fin, acquérir par achat, location, échange ou titre équivalent des morceaux de terre pour les convertir en parcs privés, acheter ou ériger des édifices nécessaires pour l'élevage, l'entretien et la garde de tels animaux;

Construire et acquérir en vertu de tout titre quelconque des établissements ou ateliers et les machines ou outillages nécessaires pour tanner, corroyer et préparer au moyen de procédés chimiques les peaux de tels animaux et les importer et les exporter en gros et en détail, et agir comme agents à commission pour des manufacturiers et commerçants;

Faire le commerce de fourrures de toutes sortes en gros et en détail;

Acquérir et détenir des permis de chasse et de pêche et acheter et vendre du poisson pour des fins commerciales;

Acquérir, détenir, louer des rivières ou autres cours d'eau pour la propagation naturelle ou artificielle du poisson;

S'engager dans des opérations forestières, couper du bois et du bois à pâte, acquérir et détenir des concessions forestières, faire le flottage des billes, et transformer le bois pour des fins commerciales;

Placer les fonds de la compagnie en tout ou en partie dans l'achat d'actions d'autres compagnies ou l'acquisition de l'actif et de la clientèle de toute personne ou firme exploitant un négoce ou une industrie quelconques semblables à ceux de la compagnie;

Payer pour tout service rendu à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie, ou en deniers comptants ou partie en actions libérées ou partie en deniers comptants;

Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie; hypothéquer ou gager des immeubles ou gager les meubles de la compagnie ou les deux pour garantir le paiement des obligations, débetures ou autres valeurs et de toute somme d'argent empruntée pour les fins de la compagnie;

S'associer ou faire tous arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant actuellement ou dans l'avenir tout négoce ou commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter;

Louer, vendre ou autrement aliéner les propriétés et l'actif de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que cette compagnie croira convenable, y compris des actions et débetures ou valeurs de toute compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de cette compagnie;

Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

"Mattawa Fur Ranching, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of August, 1926, incorporating: Frederick Samuel Arntfield, of the city of Toronto, Ludger Jodouin, Alphonse Chabot, both of the city of Ottawa, all merchants, Edmond Lapiere, of the town of Sudbury, member of Parliament, and George Parent, of the city of Quebec, barrister, for the following purposes:

To breed wild animals and particularly fur bearing animals of all kinds, and for that purpose to acquire by purchase, lease, exchange or equivalent title parcels of land to convert them into private parks, buy or erect the buildings necessary for the breeding, maintenance and keeping of such animals;

To construct and acquire under any title whatever plants or shops, machinery and equipment necessary for tanning, currying and preparing by chemical processes the hides of such animals and to import and export same, wholesale and retail, to act as commission agents for manufacturers and traders;

To deal wholesale and retail in furs of all kinds;

To acquire and hold hunting and fishing licenses and buy and sell fish for commercial purposes;

To acquire, hold, lease rivers or other water for the natural or artificial propagation of fish;

To engage in lumbering operations, to cut wood and pulpwood, to acquire and hold timber limits, to float logs, and transform wood for commercial purposes;

To invest the funds of the company, in whole or in part, in the purchase of shares of other companies or the acquisition of the assets and good-will of any person or firm carrying on any business or industry whatever, similar to those of the company;

To pay for all services rendered to the company or required by it and for any acquisition of the company in paid up shares of the company or in cash, or partly in paid up shares and partly in cash;

To borrow money upon the credit of the company; to hypothecate or pledge the immovables or pledge the moveables of the company or do both to secure the payment of the bonds, debentures or other securities and any money borrowed for the company's purposes;

To enter into partnership or into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company now or hereafter carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in;

To lease, sell or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, including shares and debentures or securities of any company;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, aucun des biens ou toute partie de l'avoir de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ou compagnies ayant acheté ou assumé en tout ou en partie l'actif ou le passif de cette compagnie;

Faire tous les autres actes et choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susdits, ou aucun d'eux, et exploiter toute industrie, manufacturière ou autre, connexe aux fins et objets ci-dessus mentionnés et que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer, ou qui sera de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur d'aucun de ses biens ou droits ou de les rendre profitables;

Exploiter des vaisseaux et petits bateaux pour les fins de la compagnie, sous le nom de "Mattawa Fur Ranching, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinq cents (500) actions sans valeur au pair ou nominale et le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de deux mille cinq cents piastres (\$2,500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
4153 C.-J. SIMARD.

"Sovereign Securities Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'août 1926, constituant en corporation: John Lewis O'Brien, avocat, Arthur Wekley Drum, courtier en assurance, Ella-Mae Middleton, veuve, secrétaire, William-J. Hitsman, comptable, Annie Abercrombie, sténographe, fille majeure, J.-Paul Vermette, comptable, et Antonio Larose, teneur de livres, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, acquérir, détenir et généralement faire le commerce de stocks, obligations, débetures, hypothèques ou valeurs de toutes sortes; faire des emprunts et des prêts d'argent et des avances de deniers sur des contrats, faire des placements et généralement agir comme courtiers en placements; émettre des billets, obligations, valeurs et débetures garantis par hypothèques ou autrement sur les propriétés foncières ou personnelles de la corporation; agir comme agents financiers et faire les affaires d'une agence financière générale de promotion et de courtage; procurer du capital, du crédit ou autre aide pour l'établissement, l'agrandissement ou la réorganisation de toute entreprise ou industrie que toute personne ou corporation a l'intention d'exploiter, et s'il est nécessaire, assumer et acquérir toute industrie ainsi aidée et l'exploiter et la maintenir pour le bénéfice de la compagnie;

Acheter, acquérir, détenir et aliéner les stocks, obligations et autres titres de créance d'autres corporations domestiques ou étrangères, et émettre en échange pour ces valeurs ses stocks, bons ou autres obligations; exercer, durant la possession des stocks d'autres corporations, tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de vote y attaché, avec pouvoir de désigner une personne à cette fin, de temps à

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property or assets of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company or companies which may have purchased or taken over in whole or in part assets or liabilities of this company;

To do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, and to carry on any business, whether manufacturing or otherwise, germane to the purposes and objects set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights;

To operate boats, small crafts for the purposes of the company, under the name of "Mattawa Fur Ranching, Limited".

The capital stock of the company is divided into five hundred (500) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be two thousand five hundred dollars (\$2,500.00).

The head office of the company will be at Hull.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of August, 1926.

C. J. SIMARD,
4154 Assistant Provincial Secretary.

"Sovereign Securities Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1926, incorporating: John Lewis O'Brien, advocate, Arthur Welsley Drum, insurance broker, Ella Mae Middleton, widow, secretary, William J. Hitsman, accountant, Annie Abercrombie, stenographer, spinster, J. Paul Vermette, accountant, and Antonio Larose, book-keeper, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, acquire, hold and generally to deal in and with stocks, bonds, debentures, mortgages, and securities of all kinds; to borrow money, make loans, advance money on contracts, make investments, and generally act as investment bankers; to issue notes, bonds, securities, and debentures secured by mortgage or otherwise, upon property real and personal of the corporation; to act as financial agent and to carry on the general financial agency, promotion and brokerage business; to procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry intended to be carried on by any person or corporation, and, if necessary, to take over, acquire any business so aided, and to operate, maintain the same for the benefit of the company;

To purchase, acquire, hold and dispose of the stocks, bonds, and other evidences of indebtedness of other corporations, domestic or foreign, and issue in exchange therefor its stocks, bonds, or other obligations; and to exercise, while owner of the stock of other corporations, all the rights, powers, and privileges of ownership, including the right to vote thereon, with power to designate some person for that purpose from time to time,

autre, de la même manière qu'une personne naturelle peut ou pourrait le faire;

Garantir ou faire garantir le paiement des dividendes ou intérêts sur toutes obligations, stocks, débetures ou autres valeurs de cette corporation ou de toute autre corporation; et garantir ou faire garantir les contrats et obligations de cette corporation ou de toute autre corporation toutes les fois que, dans l'opinion du conseil d'administration de cette corporation, telles garanties sont à propos, nécessaires ou avantageuses pour l'industrie de cette corporation;

En rapport avec ce qui précède, acheter, louer ou acquérir autrement des immeubles, terrains, locations, droits, privilèges, franchises, immunités et permis de toutes sortes de tout gouvernement ou municipalité et les vendre, les échanger, en disposer ou en faire le commerce autrement;

Solliciter, obtenir, acheter, ou acquérir autrement des brevets, droits de brevet, concessions, droits d'auteur, permis, privilèges, marques de commerce, marques de fabrique, étiquettes, formules, améliorations, procédés de toute nature quelconque, dessins, ou privilèges semblables, conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toutes inventions, ou tout secret ou autre renseignement concernant toutes inventions qui paraîtront susceptibles de servir à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et manufacturer les articles ainsi protégés, utiliser, exercer, développer ou octroyer des permis en ce qui-lui concerne, vendre, trafiquer, échanger ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter ou acquérir autrement et posséder, développer, vendre, hypothéquer ou autrement aliéner des immeubles, propriétés foncières et tous intérêts ou droits y attachés, sans limite ou montant et au même degré que des personnes naturelles peuvent ou pourraient le faire, mais sujet à la Loi des Compagnies de Québec;

Conduire et exploiter toute industrie, manufacturière ou autre, qui semblera pouvoir être exploitée en rapport avec l'industrie de cette corporation, ou exploiter toute industrie qui est susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur des propriétés de cette corporation et les bénéfices de son commerce autorisé;

Acheter ou acquérir autrement toute autre entreprise qui peut être exploitée en rapport avec le commerce de cette corporation, avec sa clientèle, ses droits, ses biens et son actif de toutes sortes, et en rapport avec telle acquisition assumer le passif de toute personne, firme ou corporation et en faire le paiement en deniers comptants, stocks, débetures ou autres valeurs de cette corporation;

Conduire son commerce et avoir un ou plusieurs bureaux et acquérir, détenir, hypothéquer, louer ou céder des propriétés foncières et personnelles, sans limite et sans restriction;

Promouvoir ou aider de toute manière, financièrement ou autrement, toute corporation ou association dont les actions, obligations ou autres titres de créance ou valeurs sont détenus directement ou indirectement par cette corporation, et à cette fin, garantir les contrats, dividendes, stocks, bons, billets ou autres obligations de telles autres corporations ou associations; et faire aucun autre acte ou chose dans le but de protéger, réserver, améliorer ou augmenter la valeur de tels stocks, obligations ou autres titres de créance ou autres valeurs;

Contracter librement avec toute personne,

to the same extent as natural persons might or could do;

To guarantee or cause to be guaranteed the payment of dividends or interest on any bonds, stocks, debentures, or other securities of this corporation or any other corporation; and to guarantee or cause to be guaranteed the contracts and obligations of this corporation or any other corporation whenever, in the judgment of the board of directors of this corporation, such guarantees are proper, necessary or advantageous for the business of this corporation;

In connection with the foregoing to purchase, lease or otherwise acquire real estate, lands, locations, Government, Municipal or other rights, privileges, franchises, easements and licenses of all kinds, and to sell, exchange, or otherwise dispose of, or deal in same;

To apply for, obtain, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, concessions, copyrights, licenses, privileges, trade names, trade marks, labels, formulae, improvements, process of any nature whatsoever, designs, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to inventions which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to manufacture such articles so protected, to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, sell, traffic, exchange, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To purchase or otherwise acquire, and to own, develop, sell, mortgage, or otherwise dispose of real estate, real property, and all interests and rights therein, without limit or amount, and to the same extent as natural persons might or could do, but subject to the Quebec Companies' Act;

To conduct and carry on any business, manufacturing or otherwise, which may be capable of being carried on in connection with the business of this corporation, or to carry on any business that is adapted directly or indirectly to enhance the value of the property of this corporation and the profits of its authorized business;

To buy or otherwise acquire any other enterprise adapted to be carried on in connection with the business of this corporation, together with the good-will, rights, property and assets of all kinds thereto pertaining, and in connection therewith to assume any of the liabilities of any person, firm, or corporation and to pay for the same in cash, stock, debentures, or other securities of this corporation;

To conduct its business and to have one or more offices, and to acquire, hold, mortgage, lease and convey real and personal property, unlimitedly and without restriction;

To promote or to aid in any manner, financially or otherwise, any corporation or association of which any stocks, bonds, or other evidences of indebtedness or securities are held directly or indirectly by this corporation; and for this purpose to guarantee the contracts, dividends, stocks, bonds, notes, or other obligations of such other corporations or associations, and to do any other acts or things designed to protect, preserve, improve, or enhance the value of such stocks, bonds or other evidences of indebtedness or securities;

To contract freely with any person, firm or

firme ou corporation, privée ou publique, et exécuter et remplir des contrats de toutes sortes et espèces et acheter, louer ou acquérir autrement la totalité ou aucun des droits, privilèges ou franchises qui peuvent être convenablement ou profitablement exécutés dans tout rapport avec les fins corporatives et l'industrie corporative de cette corporation;

Emprunter des deniers de toute personne, firme ou corporation; faire et émettre des billets, obligations, débetures et autres titres de créance de toutes sortes et les garantir par gage, hypothèque ou autrement, sans limite quant au montant, et pourvoir à leur paiement par des dépôts d'argent, fonds d'amortissement ou autrement;

Faire des prêts à toute personne, firme ou corporation, soit sur billets, garanties ou non-garanties, ou sur des obligations, hypothèques ou débetures sans limite quant au montant, telle personne, firme ou corporation n'étant pas actionnaire de cette corporation;

Faire la totalité ou aucune des choses énoncées dans ces lettres patentes comme objets, fins, pouvoirs ou autrement, au même degré que des personnes naturelles peuvent ou pourraient le faire, comme principaux, agents ou autrement, mais sujet à la Loi des Compagnies de Québec;

Agir comme agents, facteurs, courtiers, marchands à commission, entrepreneurs, bailleurs et gérants d'immeubles ou autrement pour faire, entreprendre, exécuter, négocier, accomplir, conduire et transiger pour d'autres personnes, firmes et corporations, à commission ou autrement, la totalité ou aucune des choses énoncées dans ces lettres patentes, quelle peut faire pour elle-même; exercer la totalité de ses pouvoirs au même degré qu'une personne naturelle pourrait le faire, mais sujet à la Loi des Compagnies de Québec;

Les objets et pouvoirs spécifiés dans les clauses précitées, excepté lorsqu'ils sont expressément limités, ne seront en aucune manière limités ou restreints par déduction des termes d'aucune autre clause;

Acquérir ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, des propriétés et du passif de toute personne ou compagnie exploitant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou qui exploite toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les vendre, transférer, soit absolument ou en fiducie, les rémettre avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera à propos d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les person-

corporation, private or public, and to carry out and fulfil contracts of every sort and kind, and to purchase, lease or otherwise acquire any and all rights, privileges and franchises which may be conveniently or profitably carried out in any connection with the corporate purposes and corporate business of this corporation.

To borrow money from any person, firm or corporation; to make and issue notes, bills, bonds, debentures, and other evidences of indebtedness of all kinds, and to secure the same by pledge, mortgage or otherwise, without limit as to amount, and to provide for payment of the same by deposited cash, sinking funds, or otherwise;

To lend money to any person, firm, or corporation, either on note, secured or unsecured, or by bonds, mortgages or debentures, without limit as to amount, such person, firm or corporation not being a shareholder of this corporation;

To do any or all of the things in these letters patent set forth as objects, purposes, powers, or otherwise, to the same extent and as fully as natural persons might or could do, as principals, agents, or otherwise; but subject to the Quebec Companies' Act;

To act as agents, factors, brokers, commission merchants, contractors, lessees, and managers of real estate or otherwise in entering into, undertaking, performing, negotiating, executing, conducting and transacting for persons, firms and corporations, upon commission or otherwise, any and all the things set forth in these letters patent that it can do for itself; and to exercise all of its powers to the same extent that a natural person might do, but subject to the Quebec Companies' Act;

The objects and powers specified in the foregoing clauses shall, except where expressly limited, be in nowise limited or restrained by influence from the terms of any one of them;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire, and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to sell, transfer, either absolutely, or in trust, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to desig-

nes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans tout procès ou poursuite, sous le nom de "Sovereign Securities Company, Limited";

Le montant du capital-actions de la compagnie est de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en vingt-cinq mille (25,000) actions privilégiées cumulatives d'une valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune, et cinquante mille (50,000) actions d'une valeur au pair de cinq piastres (\$5.00) chacune;

Lesdites actions privilégiées cumulatives porteront un dividende privilégié et cumulatif fixe, payable à même les bénéfices de la compagnie disponibles pour le paiement de dividendes, au taux de 8% par année, sur le capital alors versé sur icelles respectivement, payables, si gagnés et déclarés, trimestriellement le dixième jour des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année, et prendront rang, tant pour les dividendes et leurs arrérages et le remboursement du capital, avant toutes les actions ordinaires du capital-actions de la compagnie;

Si, après avoir pourvu au paiement pour toute année d'un dividende au taux de huit pour cent (8%) sur le capital alors versé sur les actions privilégiées cumulatives, et pour tout solde restant dû des dividendes cumulatifs sur telles actions privilégiées cumulatives pour les années précédentes, il reste un excédent de bénéfices nets, tous les bénéfices nets qui, dans l'opinion des administrateurs de la compagnie, ne sont pas requis pour l'entretien, l'amélioration, l'agrandissement et l'exploitation des propriétés et du commerce de cette compagnie, ou pour le paiement de ses obligations, seront attribués au paiement de dividendes sur les actions ordinaires;

Dans le cas de liquidation, le surplus de l'actif de la compagnie sera attribué en premier lieu pour payer aux porteurs desdites actions privilégiées cumulatives, une somme de \$11.50 pour chacune desdites actions, et tous les arrérages de dividendes, jusqu'au commencement de la liquidation, soit déclarés ou non, et subordonnement à ce qui précède, le surplus de l'actif appartiendra et sera distribué entre les autres actionnaires de la compagnie;

Les porteurs desdites actions privilégiées n'auront pas droit de vote comme tels, excepté sur une résolution pour la liquidation volontaire de la compagnie, et à moins que des dividendes pour une période de neuf mois du calendrier d'une des dates de dividendes ci-dessus mentionnées soient en souffrance;

Lesdites actions privilégiées pourront être rachetées le dixième jour de janvier 1932, au prix de \$11.50 l'action avec tous les dividendes et les arrérages de dividendes à date, ou à toute date de dividende subséquente, au même prix et aux mêmes conditions, après un avis de deux mois de tel rachat proposé. A moins que et jusqu'à ce que ces actions privilégiées aient été rachetées, il ne sera fait aucune autre émission d'actions privilégiées, sans le consentement des trois-quarts des actionnaires privilégiés et ordinaires, décrété par résolution, à une assemblée desdits actionnaires privilégiés et ordinaires, spécialement convoquée pour cette fin.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'août 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
- 4155 ALEXANDRE DESMEULES.

nate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit, under the name of "Sovereign Securities Company, Limited";

The amount of the Capital Stock of the Company is to be five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into twenty five thousand (25,000) cumulative preferred shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each, and fifty thousand shares (50,000) of a par value of five dollars (\$5.00) each;

The said cumulative preferred shares shall carry a fixed cumulative preferential dividend, payable out of the profits of the Company available for dividend, at the rate of 8% per annum, on the capital for the time being paid up thereon respectively, payable if earned and declared, quarterly on the 10th day of the months of January, April, July and October in each and every year, and shall rank, both as regards dividends and arrears thereof and return of capital, in priority to all common shares in the capital stock of the company;

If, after providing for the payment for any year of a dividend at the rate of eight per cent (8%) on the capital for the time being paid up on the cumulative preference shares, and for any balance that may remain due on the cumulative dividends of such cumulative preference shares for preceding years, there shall remain any surplus of net profits, any and all such net profits not, in the opinion of the directors of the company, required to provide for the maintenance, improvement, enlargement and operation of the property and business of the company or for the payment of its liabilities, shall be applicable to the payment of dividends upon the common shares;

In the event of the company being wound up, the surplus assets thereof shall be applied in the first place in paying the holders of the said cumulative preference shares the sum of \$11.50 in respect of each of said shares, and any arrears of dividends up to the commencement of the winding up, whether declared or not, and subject, as aforesaid, such surplus assets shall belong to and be divided among the other shareholders of the company;

The owners of the said preference shares shall not as such be entitled to vote, except upon a resolution for the voluntary liquidation of the company and or unless and until the dividends shall not have been paid for a period of nine calendar months from one of the due dates hereinabove mentioned;

The said preference shares may be redeemed on the tenth day of January, 1932, at a price of \$11.50 per share with all dividends and arrears of dividends to date, or on any subsequent dividend date at the same price and under the same conditions, after a notice of two months of such intended redemption. Unless and until such preference shares shall have been so redeemed, no further preference shares may be issued without the consent of three quarters of the preferred and common shareholders, evidenced by resolution at a meeting of such preferred and common shareholders specially called for the purposes thereof.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the county of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of August, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
4156 Acting Assistant Provincial Secretary.

Assurances

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Boston Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et automobile, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les ouragans et sur le transport intérieur, le et après ce troisième jour de septembre, 1926.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243 des Statuts refondus de Québec, 19 5, ce troisième jour de septembre 1926.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
O.-E. SHARPE.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec, P. Q.
4157-37-2

Avis est par le présent donné que, en vertu d'une résolution du Bureau des Directeurs de "La Nationale", compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, passée le dixième jour de février 1926, demande est faite à l'Inspecteur des assurances de la province, pour obtenir l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil, à l'effet de changer le nom de ladite compagnie en celui de "La Nationale", compagnie d'assurance contre le feu" et aussi de changer l'endroit du bureau principal de la dite compagnie, en le fixant dans la cité de Saint-Hyacinthe, au lieu de la cité de Montréal, le tout conformément aux dispositions de l'article 6922 S.R.P.Q., 1909.

Donné à Montréal, ce 17ième jour d'août 1926.

Le secrétaire,
3921-34-4 T.-A. ST-GERMAIN.

Département de l'Instruction Publique

No 201-26

Québec, 30 août 1926.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Killarney, dans le comté de Hull, les lots Nos 28, 29, 30 et 31 du rang 2 du canton de Low, et de les annexer à la municipalité scolaire de Low, même comté.

4111-36-2

Département des terres et forêts

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS

CHANGEMENT DE DATE POUR LES EXAMENS DES CANDIDATS AU DIPLOME DE MESUREURS DE BOIS, TENUS AUX TROIS-RIVIERES DURANT L'ANNÉE 1926.

Avis est par la présente donné que le Bureau d'Examineurs des candidats au diplôme de Mesureurs de Bois de la Province de Québec, se réunira les 16 et 17 septembre, (1926), aux Trois-Rivières, au lieu des 14 et 15 septembre 1926, tel qu'annoncé précédemment.

Les aspirants devront communiquer avec le Département des terres et forêts.

Insurances

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "Boston Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire, sprinkler leakage and automobile insurance, has been extended to include tornado and inland transportation insurance, on and after this third day of September, 1926.

Given pursuant to article 121, ch. 243, of the Revised Statutes of Quebec, 1925, this third day of September, 1926.

For the treasurer of the Province of Quebec.

O. E. SHARPE,
4158-37-2 Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec, P. Q.
4158-37-2

Notice is hereby given that under and in virtue of a Resolution passed at a meeting of the Board of directors of The National Mutual Fire Insurance Company, on the tenth day of February, 1926, a petition is made to the Insurance Inspector for the province in order to obtain the authorization from the Lieutenant-Governor-in-Council to change the name of the Company to "The National" Fire Insurance Company, and also to change the principal place of business of the said company, establishing it in the city of Saint Hyacinthe instead of the city of Montreal, the whole in conformity with the dispositions of article 6922 S.R.P.Q., 1909.

Dated at Montreal, this seventeenth day of August, 1926.

T. A. ST-GERMAIN,
3922-34-4 Secretary.

Department of Public Instruction

No. 201-26

Quebec, August 30, 1926.

Application is made to detach from the school municipality of Killarney, in the county of Hull, the lots Nos. 28, 29, 30 and 31 of range 2 of the township of Low, and to annex them to the school municipality of Low, same county.

4112-36-2

Department of Lands and Forests

DEPARTMENT OF LAND AND FORESTS

CHANGE OF DATE FOR THE EXAMINATIONS OF CANDIDATES WHO DESIRE TO QUALIFY AS SCALERS, HELD AT THREE RIVERS DURING THE YEAR 1926.

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Candidates to the diploma of Cullers of the Province of Quebec will hold its meetings the 16 and 17 of September (1926), at Three Rivers, instead of the 14 and 15 of September, 1926, as previously published.

Candidates will have to communicate with the Department of Lands and Forests.

Un honoraire de six (\$6.00) dollars ainsi qu'une photographie (la plus récente) du candidat sont exigibles avec l'application.

Aucun candidat qui n'a pas fait de pratique dans le mesurage ou le travail de scieries, durant au moins deux saisons, ne sera admis aux examens. De plus, il devra fournir des lettres de références à l'appui de sa prétention.

Aucun candidat ne pourra se présenter plus d'une fois chaque année aux examens.

Par ordre,

Le sous-ministre,

F.-X. LEMIEUX.

Québec, 3 septembre, 1926. 2141-18-20

A fee of six (\$6.00) dollars as well as a photograph of the candidate must accompany the application.

Each candidate must have at least two seasons' practice in the scaling of logs or in sawmill work to be admitted to these examinations. Furthermore, he must furnish references to justify his pretensions.

No candidate can present himself more than once a year before the Board.

Per order,

F. X. LEMIEUX,

Deputy Minister.

Quebec, September 3, 1926. 2142-18-20

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 20. Dame Christiana Salvail, épouse commune en biens de Emilien Fournier, cultivateur, du canton de Stukely, dans le district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Emilien Fournier défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10ième jour de juillet 1926.

Sweetsburg, 31 août 1926.

Les procureurs de la demanderesse,

4115-36-4 NUTTING & GINGRAS.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 20. Dame Christiana Salvail, wife common as to property of Emilien Fournier, farmer, of the township of Stukely, in the district of Bedford, duly authorized, plaintiff; vs the said Emilien Fournier, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 10th of July, 1926.

Sweetsburg, August 31st, 1926.

NUTTING & GINGRAS,

4116-36-4 Attorneys for plaintiff,

Cour Supérieure, district de Montréal, No 6374. De. Henriette-Hubertine Farnesyn, dument autorisée, épouse de Joseph-Jacques-Jules Sauveur, des cité et district de Montréal, demanderesse; contre ledit Sauveur, forgeron, de la même place, défendeur, a, ce 1er jour de septembre 1926, institué une action en séparation de biens contre son époux.

L'avocat de la demanderesse,

4127-36-4 WILFRID BESSETTE.

Superior Court, district of Montreal, No. 6374. De. Henriette Hubertine Farnesyn, duly authorized, wife of Joseph Jacques Jules Sauveur, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said Sauveur, blacksmith, of the same place, defendant, has, this 1st day of September 1926, instituted an action in separation as to property against her husband.

WILFRID BESSETTE,

4128-36-4 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, No 182. Dame Eugénie Delisle, de Larouche, épouse de Ernest Dubois, industriel de Larouche, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Ernest Dubois, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28ème jour de mai 1926.

Chicoutimi, le 6 juillet 1926.

Le procureur de la demanderesse,

3999-35-4 CHS-ED. CHAYER.

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 182. Eugenie Delisle, wife of Ernest Dubois, industrial, from Larouche, duly authorized, plaintiff; vs the said Ernest Dubois, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 28th of May, 1926.

Chicoutimi, 6th of July, 1926.

CHS. ED. CHAYER,

4000-35-4 Attorney for the plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Saint-François. Cour Supérieure, No 418. Dame Marie Lachance, épouse de Joseph Deblois, cultivateur, de Saint-Romain, demanderesse; vs Joseph Deblois, cultivateur, Saint-Romain, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 21ième jour d'août 1926. Sherbrooke, ce 21 août 1926.

Le procureur de la demanderesse,

4001-35-4 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, province of Quebec, district of Saint Francis. Superior Court, No. 418. Dame Marie Lachance, wife of Joseph Deblois, farmer, of Saint Romain, plaintiff; vs Joseph Deblois, farmer, of Saint Romain, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on August 21st, 1926. Sherbrooke, this 21st August, 1926.

ROSAIRE BEAUDOIN,

4002-35-4 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 10214. Dame Bernadette David, de Montréal, épouse de Norbert Bergeron, gardien, du même lieu, dûment autorisée, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

Montréal, 12 août 1926.

Le procureur de la demanderesse,

3901-34-4 J.-H.-O. PAPILLON.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 10214. Mrs Bernadette David, of Montreal, wife of Norbert Bergeron, caretaker, of the same place, duly authorized, has taken an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, August 12th, 1926.

J. H. O. PAPILLON,

3902-34-4 Attorney for Plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Québec. Dans la Cour Supérieure, No 2561. Dame Léontine Lefebvre, épouse de Patrick Dolbec, charretier, de Saint-Casimir, demanderesse; vs Phydime Dolbec, médecin, de Sainte-Anne-de-la-Pérade, en sa qualité de curateur au dit Patrick Dolbec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-troisième jour d'août 1926.

Québec, 23 août, 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
4003—35-4 BEDARD & FLYNN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 11308. Dame Clara Silverman, des cité et district de Montréal, épouse commune des biens de William Malitz, manufacturier, des mêmes lieux, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; contre William Malitz, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 20ième jour d'août 1926.

Montréal, 21 août 1926.

Le procureur de la demanderesse,
4027—35-4 I.-J. CHARNESSE.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec. In the Superior Court. No. 2561. Dame Léontine Lefebvre, wife of Patrick Dolbec, carter, of Saint Casimir, plaintiff; vs Phydime Dolbec, physician, of Sainte Anne de la Pérade, in his quality of curator to the said Patrick Dolbec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the twenty third day of August, 1926.

Quebec, August 23, 1926.

4004—35-4 BEDARD & FLYNN,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 11308. Dame Clara Silverman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of William Malitz, of the same place, and duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs William Malitz, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 20th day of August, 1926.

Montreal, August 21st, 1926.

4028—35-4 I. J. CHARNESSE,
Attorney for plaintiff.

Avis divers

RÈGLEMENT NO 29.

Que le nombre des directeurs de la compagnie "Municipal Service Corporation, Limited", soit, et il est, par les présentes, augmenté de sept à neuf, dont cinq formeront quorum, et que le conseil d'administration constitué en vertu du règlement No 28, jusqu'ici en vigueur, aura le droit de nommer les deux nouveaux directeurs pour le reste de l'année de la compagnie.

Certifié être une copie conforme au règlement No 29 de la compagnie "Municipal Service Corporation, Limited".

Le président,
ERNEST GRUBB.
Le secrétaire,
J.-C. GRAY.

Je, J.-C. Gray, secrétaire de la compagnie "Municipal Service Corporation, Limited", certifie que le règlement ci-dessus a été régulièrement adopté par les directeurs de la compagnie, le 20e jour d'août 1926, et qu'il a été unanimement approuvé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale dûment convoquée et tenue le 2e jour de septembre 1926, pour étudier le dit règlement, à laquelle assemblée 20,298 actions furent représentées par les détenteurs en personne, ou par procuration.

4159 Le secrétaire,
J.-C. GRAY.

Avis est donné au public, conformément à l'article soixante et à l'article sept, sans préjudice et en autant seulement qu'il pourra être nécessaire, du chapitre quarante-six, des statuts refondus de Québec, 1925, que la compagnie "Duke-Price Power Company, Limited", une corporation organisée et existante, en vertu des lois de la province de Québec, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, Edifice "Canada Cement", se propose de demander l'autorisation de faire construire et exécuter les travaux suivants, savoir: la parachèvement de certains

Miscellaneous Notices

BY-LAW NO 29.

"That the number of directors of Municipal Service Corporation, Limited, be, and the same is hereby increased from seven to nine, of whom five shall form a quorum, and that the Board of Directors enacted under By-law No 28, heretofore in force, shall have the right to appoint the two new directors for the remainder of the company's year."

Certified to be a true copy of By-Law No. 29 of Municipal Service Corporation, Limited.

ERNEST GRUBB,
President.
J. C. GRAY,
Secretary.

I, J. C. Gray, secretary of Municipal Service Corporation, Limited, certify that the foregoing By-Law has been regularly adopted by the directors of the company, on the 20th day of August, 1926, and that it has been unanimously approved by the shareholders at a special general meeting duly called and held on the 2nd of September, 1926, for considering said By-Law, at which 20298 shares were represented by the holders thereof, in person or by proxy.

4160 J. C. GRAY,
Secretary.

Public notice is hereby given, in accordance with Article sixty and Article seven, without prejudice and insofar only as may be necessary, of Chapter forty six of the Revised Statutes of Quebec of 1925, that Duke-Price Power Company, Limited, a corporation organized and existing under the Laws of the Province of Quebec, having its principal office in the city of Montreal, Canada Cement Building, intends to apply for authorization to have constructed and to execute the following work, namely: the completion of certain dams and other structures now located

barrages et autres constructions maintenant situés à la Grande Décharge et la Petite Décharge, décharges du Lac Saint-Jean, dans la dite province, sur la propriété suivante, à savoir:

L'île connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Delisle, dans le dit comté du Lac Saint-Jean, sous le numéro cent soixante-treize (173) des îles de la Grande Décharge du dit canton, et communément appelée Ile Maligne; les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton, sous les numéros un (1) et deux (2) du Rang A du dit canton; les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Delisle, Ile d'Alma, sous les numéros onze (11) des rangs deux (2) et trois (3) du dit canton; les îles connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton Delisle, sous les numéros trois (3), quatre (4) et cinq (5) des îles de la Petite Décharge, la dite île numéro cinq (5) étant l'île "H", de l'arpentage primitif des îles du dit canton: le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton Delisle, Ile d'Alma, sous le numéro trente-trois (33), du rang un (1) du dit canton; et les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Signai, dans le dit comté, sous le numéro trente-neuf (39) du rang "A" du dit canton, et les rives et lits de la Grande Décharge et de la Petite Décharge, contigus à aucun des dits lots et îles; pour hausser le niveau du Lac Saint-Jean de dix-sept pieds et demi (17½) au-dessus du zéro de l'échelle d'étiage, au quai à Roberval; pour l'emménagement, en toute saison, des eaux du dit Lac Saint-Jean, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit, et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques et aussi dans le but de développer de la force électrique.

Avis est, de plus, donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement de ces travaux, la nature des travaux et les terrains qui seront affectés par ces travaux et le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la première division d'enregistrement pour le comté du Lac Saint-Jean, à Hébertville, et au bureau de la seconde division d'enregistrement pour le comté du Lac Saint-Jean, à Roberval.

La demande d'autorisation contenue dans la requête, sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis, dans la Gazette Officielle de Québec, qui sera d'au moins un mois après sa première publication.

En foi de quoi, la dite corporation a fait apposer aux présentes son nom corporatif et son sceau corporatif, attestés par des officiers dûment autorisés à ce faire.

DUKE-PRICE POWER COMPANY, LIMITED.

Par le président,
ARTHUR-V. DAVIS.

Attesté: Le secrétaire,
W.-C. PARKER. 3955-34-6

on the Grand Discharge and the Little Discharge, outlets of Lake Saint John, in said Province, on the following property, to wit:

The island known and designated on the Official cadastre and book of reference for the township of Delisle, in said county of Lake St. John, under the number one hundred and seventy-three (173) of the islands of the Grand Discharge of said Township, and commonly called Ile Maligne; the lots known and designated on the official cadastre and book of reference for said township under the numbers one (1) and two (2) of Range A of said township; the lots known and designated on the official cadastre and book of reference for the township of Delisle, Ile d'Alma, under the numbers eleven (11) of Ranges two (2) and three (3) of said township; the islands known and designated on the official cadastre and book of reference for said township of Delisle under the numbers three (3), four (4) and five (5) of the islands of the Little Discharge, said island number five (5) being island "H" of the original survey of the islands of said township; the lot known and designated on the official cadastre and book of reference for said township of Delisle, Ile d'Alma, under the number thirty-three (33) of Range one (1) of said township; and the lot known and designated on the official cadastre and book of reference for the township of Signai, in said county, under the number thirty-nine (39) of Range A of said township; and the banks and beds of Grand Discharge and Little Discharge contiguous to any of said lots and islands; to raise the level of Lake Saint John up to seventeen and one half feet (17½) above zero mark of the gauge at the wharf at Roberval; to store at all seasons the waters thereof, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure the uniform supply to water-works systems and to mills and a constancy of hydraulic power, and also with the object of developing electric power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work showing the site chosen for the construction thereof, the nature of the work and the lands which will be affected by such work and by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the First Registration Division for the county of Lake Saint John, at Hébertville, and at the Registry Office of the Second Registration Division for the county of Lake Saint John, at Roberval.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette, which shall be as much as one month after the first publication thereof.

In witness whereof, the said corporation has caused its corporate name to be hereunto subscribed and its corporate seal to be hereunto affixed and attested by officers duly authorized so to do.

DUKE-PRICE POWER COMPANY, LIMITED.

By ARTHUR V. DAVIS,
President.

Attest: W. C. PARKER,
Secretary. 3956-34-6

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la loi du Régime des Eaux Courantes, que la Lake Saint John Light & Power Company, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Montréal, se propose de demander l'autorisation de faire faire une écluse nouvelle et certains travaux de réparations à son développement hydraulique situé sur la rivière Métabetchouan, dans le comté du Lac Saint-Jean, à l'endroit où la dite rivière traverse les lots de terre Nos 19 et 20 du rang III du canton de Métabetchouan.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin accompagnant des plans et devis indiquant l'endroit choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement No 1 du Lac Saint-Jean, à Hébertville, et au bureau de la division d'enregistrement No 2 du Lac Saint-Jean, à Roberval.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle.

Québec, ce 24 août 1926.

Les procureurs de la Lake Saint John Light & Power Co.
LAPOINTE, ROCHETTE & BOISVERT.
4053—35-5

Province de Québec.

VILLE DE COATICOOK

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Ville de Coaticook, de la ville de Coaticook, dans le comté de Stanstead, se propose de demander l'autorisation de faire construire un barrage et une usine hydro-électrique sur le cours d'eau qui longe les lots numéros 753, 754, 755, 756, 757, 758, 760, 761, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1570, 1574, 1575, 1576 du cadastre de la ville de Coaticook.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Coaticook, à Coaticook.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Le maire,

ALFRED ROUSSEAU.

Le secrétaire-trésorier,

ARTHUR BOUCHARD.

Certifié vraie copie.

Le secrétaire-trésorier,
ARTHUR BOUCHARD. 4129—36-5

Public notice is hereby given, in accordance with section 7 of the Water-Course Act, that the Lake Saint John Light & Power Company, a body politic and corporate, having its head office at Montreal, intends to apply for the authorization to have constructed a new dam and make certain improvements to its hydraulic development situate on the Metabetchouan river, in the county of Lake Saint John, at the place where the said river crosses the lots of land Nos 19 and 20 of range III of the township of Métabetchouan.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the office of the registration division No. 1 of Lake Saint John, at Hébertville, and at the office of the registration division No. 2 of Lake of Saint John, at Roberval.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, August 24, 1926.

LAPOINTE, ROCHETTE & BOISVERT,
Attorneys for Lake Saint John Light & Power Co.
4054—35-5

Province of Quebec.

TOWN OF COATICOOK.

Public notice is hereby given, in accordance with article 7, section II, chapter 46, R. S. P. Q. 1925, that the Town of Coaticook, of the Town of Coaticook, in the county of Stanstead, intends to apply for authorization to have constructed a dam and hydro-electric plant on the water-course which runs along lots numbers 753, 754, 755, 756, 757, 758, 760, 761, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1570, 1574, 1575, 1576 of the cadastral plan of the Town of Coaticook.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Coaticook.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

ALFRED ROUSSEAU,

Mayor.

ARTHUR BOUCHARD,
Secretary-Treasurer.

Certified a true copy.

ARTHUR BOUCHARD,
Secretary-Treasurer. 4130—36-5

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, 7 septembre 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise par M. Harland Cameron Rowat, notaire, du village de Shawville, district de Pontiac, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Stephen-Alexander MacKay, en son vivant, notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
4189—37-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 27 août 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise par M. Adélarde L'Heureux, notaire public, résidant et pratiquant à Loretteville, district de Québec, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Cyrille Renaud, en son vivant, notaire, pratiquant à Loretteville.

Le sous-secrétaire de la province,
4083—36-5 C.-J. SIMARD.

Québec, le 31 août 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée par M. Jean-Baptiste Perreault, notaire, pratiquant et demeurant à Sayabec, comté de Matapédia, par laquelle il demande, en sa faveur, le transfert des minutes, répertoire et index de M. Gleason Belzile, notaire, ci-devant de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, dans le district judiciaire de Rimouski, qui a cessé de pratiquer comme tel.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4105—36-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Quebec, September 7th, 1926.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Harland Cameron Rowat, notary, of the village of Shawville, district of Pontiac, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Stephen Alexander MacKay, in his lifetime, notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
4190—37-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, August 27, 1926.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Adélarde L'Heureux, notary public, residing and practising in Loretteville, district of Quebec, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Cyrille Renaud, in his lifetime, notary, practising at Loretteville.

C. J. SIMARD,
4084—36-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, August 31, 1926.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor, by Mr. Jean-Baptiste Perreault, notary public, residing and practising in Sayabec, county of Matapédia, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mr. Gleason Belzile, notary, heretofore of the parish of Sainte Marie de Sayabec, in the judicial district of Rimouski, who has ceased to practice as such.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
4106—36-5

Ratification de titre

Confirmation of title

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 205.

Sous la loi de liquidation

Dans l'affaire de Mac-Tag Rubber Company, Limited, en liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains de Georges Duclos, comptable, 30 rue Saint-Jacques, Montréal, en sa qualité de liquidateur aux biens de "Mac-Tag Rubber Company, Limited", un certificat du registrateur et une copie de vente passée devant René Leroux, N. P., le 7ième jour d'août, 1926, sous le numéro 14,122 de ses minutes, soit:

Vente par le dit Georges Duclos, es-qualité, à Monsieur Edouard-Wilfrid Caron, marchand, demeurant en la cité de Montréal, No 1100 rue Champlain, de l'immeuble suivant:

Un emplacement ayant front sur la rue Salaberry, dans la cité de Valleyfield, dite province de Québec, composé des lots Nos A-deux, A-trois, A-quatre, A-cinq, A-six, A-sept, A-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-trois (23-A-2, A-3, A-4, A-5, A-6, A-7 et A-8), aux plan et livre de renvoi officiels de la ville

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 205.

Under the Winding Up Act.

In the matter of Mac-Tag Rubber Company, Limited, in liquidation.

Notice is hereby given that there has been lodged with Georges Duclos, accountant, 30 Saint James Street, Montreal, in his quality of Liquidator to the estate of the "Mac-Tag Rubber Company, Limited", a certificate of the registrar and a copy of deed of sale passed before René Leroux, N. P., on the 7th day of August 1926, under number 14, 122 of his minutes, namely:

Sale by the said Georges Duclos, es-quality, to Mr. Edouard Wilfrid Caron, residing in the city of Montreal, No. 1100 Champlain Street, of the following immoveable:

An emplacement fronting on Salaberry Street, in the city of Valleyfield, composed of lots A-two, A-three, A-four, A-five, A-six, A-seven and A-eight of the subdivision of official lot number twenty three (23-A-2, A-3, A-4, A-5, A-6, A-7 and A-8), on the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield—with

de Salaberry-de-Valleyfield—avec bâtisses dessus érigées, y compris le monte-charge, la bouilloire et les tuyaux déjà installés dans la dite manufacture; toutes les autres machineries ne faisant pas partie de la dite vente.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec tous les droits actifs et passifs qui peuvent y être inhérents.

Le dit immeuble a été en la possession, à titre de propriétaire, de la dite "Mac-Tag Rubber Company, Limited", depuis le 2 octobre 1924, et antérieurement de la "National Iron & Steel, Limited" qui l'avait acquis de la Banque Nationale, le 13 juin, 1922, dont copie est enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Beauharnois, sous le numéro 49,949.

Tout créancier de la dite compagnie en liquidation et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble ci-dessus vendu, ont le droit d'offrir une ou des surenchères sur le prix d'achat porté dans le susdit acte de vente; le tout conformément au chapitre 277, article 9 et suivants des Statuts Refondus de Québec, 1925.

Le liquidateur,
GEORGES DUCLOS,
Le procureur du liquidateur,
J.-ARMAND HOULE.

30 rue Saint-Jacques, Montréal. 4131—36-2

the buildings thereon erected, and also the overhead travelling, the boiler and pipes already installed in the said manufacture, but exclusive of all other machineries.

As the whole now subsists, with all rights, members and appurtenances.

The said immoveable was in the possession, as owners, of the said "Mac-Tag Rubber Company, Limited" since the 2nd of October 1924, and previously of the "National Iron & Steel, Limited", who had acquired same from the "Banque Nationale", on the 13th day of June 1922, as per deed registered at the registration office of the county of Beauharnois, under number 49,949.

Any creditor of the said company in liquidation and any person having hypothecary or real rights upon the immoveable sold, have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the aforesaid deed of sale; the whole pursuant to chapter 277, paragraph 9 and the following, of the Revised Statutes of Quebec, 1925.

GEORGES DUCLOS,
Liquidator.
J. ARMAND HOULE,
Attorney for liquidator.

30 Saint James Street, Montreal. 4132—36-2

Soumissions

Province de Québec.

VILLE DE FARNHAM.

COMTE DE MISSISQUOI.

Avis est par le présent donné que le conseil municipal de la ville de Farnham, P. Q., recevra d'ici au 20 septembre 1926, à 8 heures P.M., des soumissions cachetées adressées au soussigné pour l'achat de \$200,000.00 d'obligations de la Ville de Farnham, à 5%, datées du premier juillet 1926 et payables en série de 1927 à 1956.

Dénominations: \$100.00, \$500.00 et \$1000.00. Intérêt payable semi-annuellement, le premier juillet et le premier janvier de chaque année. Capital et intérêt payables au bureau de la Banque Canadienne Nationale, à Farnham et à Montréal.

Les dites soumissions seront prises en considération à une séance publique du conseil de la dite ville, qui sera tenue à l'Hôtel de Ville, le 20 septembre 1926 à huit heures du soir, ou aussitôt après que le conseil ou l'un de ses comités pourra le faire.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Les chèques des soumissions non acceptées seront remis sans délai. Celui du soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée lui sera remis après l'exécution du contrat, sans intérêt. Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

La Ville de Farnham ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Le secrétaire-trésorier,
J.-E. LEFEBVRE.

Farnham, 30 août 1926. 4109—36-2

Tenders

Province of Quebec.

TOWN OF FARNHAM.

COUNTY OF MISSISQUOI.

Notice is hereby given that the Municipal Council of the Town of Farnham, P. Q., will receive between now and the 20th of September, 1926, at 8 o'clock P.M., written tenders sealed and addressed to the undersigned for the purchase of \$200,000.00 of bonds of the Town of Farnham, at 5%, dated from the first of July, 1926, and payable serially from 1927 to 1956.

Denominations: \$100.00, \$500.00 and \$1,000.00 Interest payable semi-annually, the first of July and the first of January of each year.

Capital and interest payable at the office of la Banque Canadienne Nationale, at Farnham and Montreal.

The aforesaid tenders shall be taken into consideration at a public meeting of the council of the said town, which will be held at the City Hall, the 20th of September, 1926, at eight o'clock in the evening, or as soon after as the council or one of its committees can do so.

Every tender must be accompanied by an accepted check equal to 1% of the par value of the issue. The checks for non accepted tenders shall be remitted without delay. That of the tenderer whose offer has been accepted will be remitted to him on the execution of the contract, without interest. Every tender must specify if the price offered includes or not the accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

The Town of Farnham does not bind itself to accept any of the tenders.

J. E. LEFEBVRE,
Secretary-Treasurer.

Farnham, August 30, 1926. 4110—36-2

Province de Québec.

DISTRICT DE CHICOUTIMI.

LA VILLE DE JONQUIÈRE.

Avis public est par les présentes donné, par la corporation de la ville de Jonquière, que des soumissions cachetées et marquées: "Soumissions pour obligations du règlement No 82", seront reçues par le soussigné, Greffier de la dite ville de Jonquière, jusqu'à deux heures de l'après-midi (heure solaire), mardi, le 28 septembre 1926, pour l'achat de deux cent soixante-dix mille piastres (\$270,000.00) d'obligations de la Municipalité de la ville de Jonquière, que cette dernière a été autorisée à émettre en vertu d'un règlement municipal de la dite ville, portant le No 82, en date du 17 mai 1926, approuvé par les électeurs municipaux, le 11 juin 1926, et approuvé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 22 juillet 1926.

Un certain nombre de ces obligations sont rachetables annuellement pour jusqu'au premier de juin, mil neuf cent soixante-six, suivant le tableau ci-après, savoir:

TABLEAU DE RACHAT

PAIEMENT DU PREMIER DE JUIN DE CHAQUE ANNÉE DES OBLIGATIONS

Année	Dénomination de	
	\$ 500.00	\$ 100.00
1927	1 à 4	5-6
1928	7 à 10	11 à 13
1929	14 à 18	.....
1930	19 à 23	24
1931	25 à 29	30-31
1932	32 à 36	37 à 39
1933	40 à 45	.....
1934	46 à 51	52
1935	53 à 58	59 à 61
1936	62 à 68	.....
1937	69 à 75	76-77
1938	78 à 84	85 à 87
1939	88 à 95	.....
1940	96 à 103	104-105
1941	106 à 113	114 à 117
1942	118 à 126	127
1943	128 à 136	137 à 140
1944	141 à 150	151
1945	152 à 161	162 à 165
1946	166 à 176	177-178
1947	179 à 189	190 à 193
1948	194 à 205	206-207
1949	208 à 220	.....
1950	221 à 233	234 à 237
1951	238 à 251	252-253
1952	254 à 268	.....
1953	269 à 284	.....
1954	285 à 300	301 à 303
1955	304 à 320	321 à 323
1956	324 à 341	342-343
1957	344 à 362	363
1958	364 à 383	384
1959	385 à 405	406
1960	407 à 428	429-430
1961	431 à 453	454-455
1962	456 à 479	480 à 482
1963	483 à 508	.....
1964	509 à 535	536-537
1965	538 à 565	566 à 569
1966	570 à 599	600

Province of Quebec.

DISTRICT OF CHICOUTIMI

THE TOWN OF JONQUIERE.

Public notice is hereby given by the Corporation of the Town of Jonquière that sealed tenders marked "Tenders for Bonds of By-law No. 82", will be received by the undersigned, Clerk of the said town of Jonquière, until two o'clock in the afternoon (Standard time), Tuesday, the 28th of September, 1926, for the purchase of two hundred and seventy thousand dollars (\$270,000.00) of bonds of the Municipality of the town of Jonquière, that the latter has been authorized to issue under a municipal by-law of the said town, bearing No. 82, dated the 17th of May, 1926, approved by the municipal electors on the 11th of June, 1926, and approved by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 22nd of July, 1926.

A certain number of the said bonds shall be redeemable annually up to and until the first of June, one thousand nine hundred and sixty six, according to the following table, to wit:

REDEMPTION TABLE

PAYMENT OF THE BONDS THE FIRST OF JUNE OF EVERY YEAR

Year	Denomination of	
	\$ 500.00	\$ 100.00
1927	1 to 4	5-6
1928	7 to 10	11 to 13
1929	14 to 18	.....
1930	19 to 23	24
1931	25 to 29	30-31
1932	32 to 36	37 to 39
1933	40 to 45	.....
1934	46 to 51	52
1935	53 to 58	59 to 61
1936	62 to 68	.....
1937	69 to 75	76-77
1938	78 to 84	85 to 87
1939	88 to 95	.....
1940	96 to 103	104-105
1941	106 to 113	114 to 117
1942	118 to 126	127
1943	128 to 136	137 to 140
1944	141 to 150	151
1945	152 to 161	162 to 165
1946	166 to 176	177-178
1947	179 to 189	190 to 193
1948	194 to 205	206-207
1949	208 to 220	.....
1950	221 to 233	234 to 237
1951	238 to 251	252-253
1952	254 to 268	.....
1953	269 to 284	.....
1954	285 to 300	301 to 303
1955	304 to 320	321 to 323
1956	324 to 341	342-343
1957	344 to 362	363
1958	364 to 383	384
1959	385 to 405	406
1960	407 to 428	429-430
1961	431 to 453	454-455
1962	456 to 479	480 to 482
1963	483 to 508	.....
1964	509 to 535	536-537
1965	538 to 565	566 to 569
1966	570 to 599	600

Ces obligations sont payables à aucun bureau de la Banque Canadienne Nationale, dans la Province de Québec;

Ces obligations porteront intérêt à compter du premier de juin, mil neuf cent vingt-six, au taux de cinq pour cent l'an (5%).

Chaque soumission devra:

(a) Être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant desdites obligations;

(b) Mentionner séparément un prix ou une offre pour les dites obligations rachetables:

1. D'après le tableau ci-dessus indiqué.

2. A dix ans, du premier juin, mil neuf cent vingt-six, nonobstant les termes du susdit tableau de rachat.

(c) Spécifier que l'offre faite comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les dites obligations pour jusqu'à livraison, l'impression de ces obligations, qui devront être imprimées d'après les instructions du conseil de la ville de Jonquière, et les frais de leur livraison.

Les soumissions seront prises en considération à une séance spéciale du conseil municipal de la ville de Jonquière, qui aura lieu à l'Hôtel de Ville, mardi le 28 septembre 1926, à 2 heures de l'après-midi.

La Ville de Jonquière ne s'engage pas à accepter aucune des soumissions.

En foi de quoi, j'ai signé à Jonquière, ce quatrième jour de septembre, mil neuf cent vingt-six.

Le greffier de la Ville de Jonquière,
4161 J.-M. LACROIX.

The said bonds shall be payable at any office of the Banque Canadienne Nationale in the Province of Quebec.

The said bonds shall bear interest from the first of June, nineteen hundred and twenty six, at the rate of five per cent (5%) per annum.

Every tender must:

(a) Be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the said bonds;

(b) Mention separately a price or an offer for the said redeemable bonds:

1. According to the table hereabove shown.

2. In ten years, from the first of June, one thousand nine hundred and twenty six, notwithstanding the terms of the aforesaid table of redemption.

(c) Specify that the offer made includes or does not include the accrued interest on the said bonds until delivery, the printing of the said bonds, which must be printed according to instructions of the Council of the Town of Jonquière, and the expense of their delivery.

The tenders shall be taken into consideration at a special meeting of the Municipal Council of the Town of Jonquière, which will be held in the Town Hall, on Tuesday, the 28th of September, 1926, at 2 o'clock in the afternoon.

The town of Jonquière shall not be bound to accept any of the tenders.

In testimony whereof, I have signed at Jonquière, this fourth day of September, nineteen hundred and twenty six.

J. M. LACROIX,
4162 Clerk of the Town of Jonquière.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE POINTE-AU-PIC

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de Pointe-au-Pic recevront, jusqu'au 25ième jour de septembre, 1926, à dix heures de l'avant-midi, au bureau du sous-signé, des soumissions écrites, cachetées et endossées (SOUMISSIONS), pour l'achat des débetures des commissaires d'écoles de Pointe-au-Pic, émission de quarante mille piastres (\$40,000.00), faite en vertu d'une résolution passée le 18 avril 1926, et approuvée par le lieutenant-gouverneur en Conseil, le 16 juillet 1926.

Lesdites obligations deviendront échues en séries, durant l'espace de dix ans, mais basées sur une table d'amortissement de trente ans, le solde de l'emprunt devenant dû et échu la dixième année, seront payables à la Banque Provinciale du Canada, à La Malbaie, Québec ou Montréal, l'intérêt au taux de 5.5% payable semi-annuellement aux mêmes endroits.

Les soumissions seront émises par coupures de \$100.00 ou de multiples de \$100.00, selon que le désirera l'acheteur, qui devra les faire imprimer aux frais des Commissaires d'écoles de Pointe-au-Pic.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles de Pointe-au-Pic ne s'engagent à accepter ni la plus basse, ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Le secrétaire-trésorier,
4199-37-2 J.-CHS WARREN.

THE SCHOOL COMMISSIONERS OF POINTE AU PIC.

Public notice is hereby given that the School Commissioners of Pointe au Pic will receive, until the 25th day of September, in the forenoon, tenders written, sealed and endorsed (TENDERS), for the purchase of debentures of the School Commissioners of Pointe au Pic, issue of \$40,000., made in virtue of a resolution passed the 18th of April, 1926, and approved by the Lieutenant-Governor in Council, the 16th of July, 1926.

The said bonds shall become due serially, for a period of ten years, but based upon a sinking-fund schedule of thirty years, the balance of the loan becoming due and maturing the tenth year, shall be payable at the Banque Provinciale du Canada, at La Malbaie, Quebec or Montreal, interest at the rate of 5.5% payable semi-yearly at the same places.

The bonds shall be issued in denominations of \$100.00 or multiples of \$100.00, at the option of the purchaser, who shall have them printed at the expense of the School Commissioners of Pointe au Pic.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the loan.

The School Commissioners of Pointe au Pic do not bind themselves to accept the lowest nor the highest nor any of the tenders.

J. CHS WARREN,
4200-37-2 Secretary-Treasurer.

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, No 182. Dans l'affaire de J. D'Ambrosio & Cie, et J. D'Ambrosio, Montréal, failli.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE 1926, à TROIS heures de l'après-midi (heure solaire), seront vendus par encaissement public au bureau du shérif, en la cité de Montréal, les immeubles suivants, savoir:

1. Deux lots de terre connus et désignés sous les numéros trente-quatre et trente-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent soixante-quinze (275-34 et 35), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant chacun vingt-cinq pieds de front par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec l'usage en commun avec ceux y ayant droit dans la ruelle en arrière desdits lots;

2. Un terrain situé à Montréal, à l'endroit appelé Tétréaultville, rue DeLaPelletrie, connu et désigné sous le lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit (398-397), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe. Tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit lot;

3. Un emplacement situé rue Saint-Laurent, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest de la subdivision onze cent trente-deux du lot originaire numéro onze (11 partie n.-o. de 1132), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant ladite partie de lot, vingt pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingts de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit: en front par le boulevard Saint-Laurent, en arrière par une ruelle, d'un côté par le résidu dudit lot numéro 11-1132 et de l'autre côté par le lot 11-1133, sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis susdit — avec ensemble les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 2716, 2718 du boulevard Saint-Laurent, et avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit, dans la ruelle située en arrière dudit lot.

Les titres et certificats peuvent être examinés à notre bureau en aucun temps.

Cette vente est faite en vertu de l'article 20, paragraphe 4, a, b, c, d, e de la Loi de faillite, et de façon à donner à ladite vente l'effet du décret.

Conditions:—Les lots ci-dessus numérotés de 1 à 3 seront vendus séparément et un dépôt de 20% sera requis de chaque adjudicataire, sauf le lot construit et portant le No 3 de l'annonce, sur lequel un dépôt de \$1,000.00 sera exigé du dernier enchérisseur.

Montréal, ce septième jour de septembre 1926.

Le syndic,

HERMAS PERRAS.

Bureau de "Prévost & Perras",

50 Notre-Dame-ouest, Montréal. 4183—37-2

La Loi de faillite

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Xavier Bédard, marchand, Barraute, cédant autorisé.

Sales—Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, No. 182. In the matter of J. D'Ambrosio & Cie, and J. D'Ambrosio, Montreal, bankrupt.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER, 1926, at THREE o'clock in the afternoon (standard time), there will be sold by public auction, at the office of the sheriff, in the city of Montreal, the following immoveables, to wit:

1. Two lots of land known and designated under numbers thirty four and thirty five of the official subdivision of original lot number two hundred and seventy five (275-34 and 35), on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, each measuring twenty five feet in front by seventy five feet in depth, English measure and more or less—with the right in common with those having right thereto in the lane in rear of said lots;

2. A lot of land situate in Montreal, at the place called Tétréaultville, De La Pelletrie Street, known and designated under lot number three hundred and ninety seven of the subdivision of original lot number three hundred and ninety eight (398-397), on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe. As the whole now subsists, with the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said lot;

3. An emplacement situate on Saint Lawrence Street, in the city of Montreal, known and designated as being the northwest part of the subdivision eleven hundred and thirty two of original lot number eleven (11 n.-w. part of 1132), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, the said part of lot measuring twenty feet and four inches in width by eighty feet in depth, English measure, more or less, and bounded as follows: in front by Saint Lawrence Boulevard, in rear by a lane, on one side by the residue of said lot number 11-1132 and on the other side by lot 11-1133, on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis aforesaid— together with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 2716, 2718 of Saint Lawrence Boulevard, and with the right of way in common with others having right thereto, in the lane situate in rear of said lot.

The titles and certificates may be examined at our office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 4, a, b, c, d, e of the Bankruptcy Act, so as to give the said sale the effect of a sheriff's sale.

Conditions:—The hereabove lots numbered from 1 to 3 will be sold separately and a deposit of 20% shall be exacted from each bidder, save the building lot and bearing No. 3 of the notice, on which a deposit of \$1,000.00 shall be exacted from the last bidder.

Montreal, this seventh day of September, 1926.

HERMAS PERRAS,

Trustee.

Office of "Prévost & Perras",

50, Notre Dame West, Montreal. 4184—37-2

The Bankruptcy Act.

AUCTION SALE.

In the matter of Xavier Bédard, merchant, Barraute, Authorized Assignor.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE 1926, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eloi-les-Mines, comté de Portneuf, les biens immeubles suivants, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Eloi-les-Mines, Montauban, dans le deuxième rang ouest du canton Montauban, connue et désignée comme étant le lot numéro trente-huit (38) du cadastre officiel du comté de Portneuf, pour ladite paroisse de Saint-Eloi-les-Mines, ci-devant Notre-Dame-des-Anges et Saint-Ubalde, mais deuxième rang ouest dudit canton Montauban—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances; cette terre contient quatre acres de largeur sur vingt-cinq acres de longueur, sauf à distraire les parties vendues à B.-H. Rompré et autres.

La vente se fera au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 20, paragraphe 4 a, b, c de la Loi de faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics,

BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue St-Pierre,
Québec, 9 septembre 1926.

4201—37-2

Dans l'affaire de J.-M. Brunet, 4616 Delorimier, Montréal, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE 1926, à ONZE heures (heure solaire) de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public, et conformément au paragraphe 4 a, b, c et e de l'article 20 de la Loi de Faillite, au bureau du shérif du district de Montréal, au palais de justice, en la cité de Montréal, l'immeuble suivant:

Le lot numéro cent quarante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent cinquante-deux (152-149) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation—avec les bâtisses y érigées portant les numéros civiques 4616-18-20 de la rue Delorimier; à distraire de la profondeur duquel emplacement, une lisière de terre de six pieds de profondeur, sur toute la largeur d'icelui pour servir à une ruelle commune; et à la charge du bail consenti par le syndic soussigné, es-qualité, le 31 mars 1926, devant P.-E. Blondin, notaire, en faveur de F.-X. Lacaille.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur et le prix de vente sera payable comptant.

Cette vente faite en vertu de la Loi de Faillite, tel que ci-dessus, équivaut à une vente par le shérif.

Le syndic,

WILFRID DAMPHOUSSE.

Montréal, le 24 août 1926.

Bureau: 426 Edifice Power.

Tél: Plat. 1212, Montréal.

4049—35-2

Notice is hereby given that on THURSDAY, FOURTEENTH day of OCTOBER, 1926, at ELEVEN o'clock forenoon, will be sold at the church door of Saint Eloi les Mines, Co. Portneuf, the immovable property as follows:

One land situated in the parish of Saint Eloi les Mines, Montauban, in the second range west of township Montauban, known and designated as being lot number thirty eight (38) of the official cadastre for the county of Portneuf for the said parish of Saint Eloi les Mines, formerly Notre Dame des Anges and Saint Ubalde, but second range west of said township Montauban—with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, this land measuring four acres in width by twenty five acres in length, though to deduct the parts sold to B. H. Rompre and others.

This sale will be made to the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to article 716 and 717 of the C. C. P., and also to article 20, paragraph 4 a, b, c, of the Bankruptcy Act, which

gives this sale the effects of a Sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Trustees.

Office: 101 Saint Peter Street,

Québec, September 9th, 1926.

4202—37-2

In the matter of J. M. Brunet, 4616 Delorimier, Montreal, authorized assignor.

Notice is hereby given that TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER 1926, at ELEVEN o'clock a. m. (Standard Time) there will be sold by public auction and pursuant to paragraph 4, a, b, c and e of article 20 of the Bankruptcy Act, at the office of the sheriff of the district of Montreal, at the Court House, in the City of Montreal, the following immovable:

"Lot number one hundred and forty nine of the subdivision of original lot number one hundred and fifty two (152-149) on the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation—with buildings thereon, and bearing civic numbers 4616-18-20 Delorimier Avenue; less a certain strip of land of six feet in width by the depth of said lot, to be given as a granted common lane; and subject to the lease by the undersigned trustee, es-qual., on March 31st 1926, before P. E. Blondin, notary, to F. X. Lacaille.

The adjudication will be made to the highest bidder, and the price of sale will be payable cash.

This sale, made pursuant to the Bankruptcy Act, as aforesaid, has the same effect as a sheriff's sale.

WILFRID DAMPHOUSSE,

Trustee.

Montreal, August 24, 1926.

Office: 426 Power Bldg.

Tel. Plat. 1212, Montreal.

4050—35-2

VENTES PAR LE SHÉRIF

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 812. } **HONORÉ CLOUTIER**, com-
mercant, de Limoilou, P.Q.,
demandeur; vs **DAME ALEXINA BEAUCHE-**
MIN ET L. BEAUCHEMIN, tous deux d'Amos,
et y faisant affaires ensemble et en société sous
la raison sociale de L. Beauchemin, enrg., défende-
urs, à savoir:

Le lot de terre portant le numéro sept (7) du
bloc numéro vingt-trois (23), de la ville d'Amos,
dit district d'Abitibi—avec circonstances dessus
construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
d'Amos, le **VINGT ET UNIEME** jour de **SEP-**
TEMBRE prochain 1926, à **DIX** heures de
l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-U. DUMONT.
Amos, 16 août 1926. 3931—34-2
[Première publication, 21 août 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 812. } **HONORÉ CLOUTIER**, tra-
der, of Limoilou, P. Q.,
Plaintiff; vs **DAME ALEXINA BEAUCHE-**
MIN AND L. BEAUCHEMIN, both of Amos,
and there carrying on business together and in
partnership under the firm name and style of
L. Beauchemin Enrg., Defendants, to wit:

The lot of land bearing number seven (7) of
block number twenty three (23) of the town of
Amos, said district of Abitibi—with circumstan-
ces thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church
of Amos, the **TWENTY FIRST** day of **SEP-**
TEMBER next, 1926, at **TEN** o'clock in the
forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's office. Sheriff.
Amos, August, 16, 1926. 3932—34-2
[First publication, August 21, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

No 86. } **LA FONDERIE DE PLES-**
SISVILLE, de Plessisville,
district d'Arthabaska, demanderesse; vs **AURE-**
LE PROVENCHER, d'Authier, district d'Abiti-
tibi, défendeur, à savoir:

Un lopin de terre de deux (2) arpents de super-
ficie, plus ou moins; borné au sud à Téléphore
Brûlotte, à l'est par la route, au nord par le che-
min de fer Canadien National, à l'ouest par
Théodore Proulx, et étant partie du lot numéro
deux (2) du premier rang du canton Languedoc,
à Authier—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
d'Authier susdit, **MERCREDI**, le **VINGT-**
DEUXIEME jour de **SEPTEMBRE** 1926, à
DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-U. DUMONT.
Amos, 16 août 1926. 3933—34-2
[Première publication, 21 août 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

No. 86. } **LA FONDERIE DE PLES-**
SISVILLE, of Plessisville,
district of Arthabaska, Plaintiff; vs **AURELE**
PROVENCHER, of Authier, district of Abitibi,
Defendant, to wit:

A parcel of land of two (2) arpents in superfi-
cies, more or less; bounded to the south by Télé-
phore Brulotte, to the east by the road, to the
north by the Canadian National Railway, to the
west by Théodore Proulx, and being part of lot
number two (2) of the first range of the township
of Languedoc, at Authier—with the buildings
thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church
of Authier aforesaid, on **WEDNESDAY**, the
TWENTY SECOND day of **SEPTEMBER**,
1926, at **TWO** o'clock in the afternoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's office. Sheriff.
Amos, August 16, 1926. 3934—34-2
[First publication, August 21, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 1098. } **ISRAEL RAYMOND**, mar-
chand, de Macamic, district
d'Abitibi, demandeur; vs **ADELARD CHAM-**
PAGNE, du même lieu, défendeur, à savoir:

Les droits que le défendeur a sur le lot de terre
portant le numéro cinquante-cinq (55) du rang
huit (8) du canton Royal-Roussillon, comté
d'Abitibi, décrit comme tel au plan d'arpentage
du Département des Terres et Forêts de Québec
—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de Macamic susdit, **MERCREDI**, le
VINGT-DEUXIEME jour de **SEPTEMBRE**
1926, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-U. DUMONT.
Amos, 16 août 1926. 3935—34-2
[Première publication, 21 août 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 1098. } **ISRAEL RAYMOND**, mer-
chant, of Macamic, district of
Abitibi, Plaintiff; vs **ADELARD CHAMPA-**
GNE, of the same place, Defendant, to wit:

The rights which the defendant has on a lot of
land bearing number fifty five (55) of range eight
(8) of the township of Royal-Roussillon, county
of Abitibi, described as such on the plan of
Survey of the Department of Lands and Forests
of Quebec—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church
of Macamic aforesaid, on **WEDNESDAY**, the
TWENTY SECOND day of **SEPTEMBER**,
1926, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's office. Sheriff.
Amos, August 16, 1926. 3936—34-2
[First publication, 21st August, 1926]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **G**EOURGE CARON, de-
No 9434. } mandeur; contre
CHARLES CARON, défendeur.

Les lots numéros dix-neuf C et dix-neuf D (19C et 19D) du cadastre officiel pour le premier rang du canton de Shenley-nord, paroisse de Saint-Martin—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 4 septembre 1926.
[Première publication, 11 septembre 1926]
4167—37-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **G**EORGES CARON, plain-
No. 9434. } tiff; vs CHARLES
CARON, defendant.

The lots numbers nineteen C and nineteen D (19C and 19D) of the official cadastre for the first range of the township of Shenley-North, parish of Saint Martin—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Martin, the TWELFTH day of OCTOBER next, (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GUSTAVE GARANT,
Saint Joseph, Beauce, September 4, 1926. Sheriff.
[First publication, September 11, 1926]
4168—37-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } **A**ZAIRE DESOUR-
Province de Québec, } DIS, de la paroisse
District de Bedford, } de Saint-Georges-de-Clarenceville, district de
Cour Supérieure, } Bedford, cultivateur, de-
No 1531. } mandeur; vs JEAN-EPHRAIM THUOT, de la
paroisse de Saint-Georges-de-Clarenceville susdit,
défendeur; et MALCOLM-A. LAFRANCE, de
la cité et du district de Montréal, tiers-opposant.

Comme appartenant audit tiers-opposant:

1. Une maison ou cottage en bois d'un étage, située à l'extrémité est du lot numéro cent trente-six (136), sur le plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi de la paroisse de Saint-Georges-de-Clarenceville, dit district, entre le chemin public et la baie de Missisquoi;

2. Un plus petit cottage en bois d'un étage, situé sur le même morceau de terre;

3. Une troisième bâtisse en bois servant de glacière ou d'entrepôt, située pour une partie sur le même morceau de terre et pour une autre partie sur le lot cent trente-sept (137).

Lesdites bâtisses pour être vendues séparément et sans terrain, lesdites bâtisses devant être enlevées par l'acheteur dans les trois jours de la date de vente, et un dépôt de cinquante dollars pour chaque bâtisse pour couvrir les frais devant être fait avant l'acceptation d'aucune enchère.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Sébastien-d'Iberville, le TREIZIEME jour d'OCTOBRE 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., 7 septembre 1926.
[Première publication, 11 septembre 1926]
4191—37-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } **A**ZAIRE DESOUR-
Province of Quebec, } DIS, of the parish
District of Bedford, } of Saint Georges de Cla-
Superior Court, } renceville, district of
No. 1531. } Bedford, farmer, plain-
tiff; vs JEAN EPHRAIM THUOT, of the
parish of Saint Georges de Clarenceville afore-
said, defendant; and MALCOLM A. LAFRAN-
CE, of the city and district of Montreal, tiers-
opposant.

As belonging to said tiers-opposant:

1. A wooden house or cottage of one story, situated on the far east end of lot number one hundred and thirty six (136), of the official cadastral plan, and in the book of reference of the parish of Saint Georges de Clarenceville, said district, between the public road and Missisquoi Bay;

2. A smaller cottage of wood of one story, situated on the same tract of land;

3. A third building of wood used as an ice house or warehouse, situated partly on the same lot of land, and partly on lot one hundred and thirty seven (137).

The said buildings to be sold separately, and with noland, said buildings to be removed by the purchaser within three days from the day of sale, and a deposit of fifty dollars on each building to cover the costs must be made before any bid can be received.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Sébastien d'Iberville, on the THIRTEENTH day of OCTOBER, 1926, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office. C. B. JAMESON,
Sweetsburg, Que., September 7th, 1926. Sheriff.
[First publication, 11th September, 1926]
4192—37-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } J.-W. GAGNON, marchand, de Jonquière
 No 6192. } J. chand, de Jonquière
 demandeur; vs HONORE BELLEY, cultivateur, de Jonquière, défendeur.

Les lots numéros seize-B et dix-huit (Nos 16-B et 18), du rang sept, au cadastre officiel du canton de Jonquière, sauf à distraire: (a) du lot numéro dix-huit (No 18), tous les droits acquis par La Commission des Eaux Courantes de Québec, par actes enregistrés sous les numéros 41,282 et 41,959, et (b) des deux lots précités, des droits acquis par la dite commission pour sa ligne de transmission, suivant acte reçu devant Jules Gauthier, notaire, le 14 novembre 1924, sous le No 1860 de ses minutes.

Pour être vendus à la porte de l'église de Jonquière, LUNDI, le ONZIEME jour d'OCTOBRE prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

ELZ. BOIVIN.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, ce quatrième jour de septembre 1926.

[Première publication, 11 septembre 1926]

4169—37-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } J. W. GAGNON, merchant, of Jonquière,
 No. 6192. } J. chant, of Jonquière,
 plaintiff; vs HONORE BELLEY, farmer, of Jonquière, defendant.

The lots numbers sixteen-B and eighteen (Nos 16-B and 18), of range seven, on the official cadastre of the township of Jonquière, save and to be deducted:—(a) from lot number eighteen (No. 18), all the rights acquired by The Quebec Streams Commission, by registered deeds under numbers 41, 282 and 41,959, and (b) from the two aforementioned lots, the rights acquired by the said Commission for its transmission line, according to a deed passed before Jules Gauthier, notary, the 14th of November, 1924, under No. 1860 of his minutes.

To be sold at the door of the church of Jonquière, on MONDAY, the ELEVENTH day of OCTOBER next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Chicoutimi, September 4, 1926.

[First publication, September 11, 1926]

4170—37-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } J.-W. GAGNON, marchand, de Jonquière,
 No 580. } J. chand, de Jonquière,
 demandeur; vs JOSEPH ET LEON HARVEY, journaliers, de Jonquière, défendeurs.

Tout ce lopin de terre ou emplacement—avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière comme formant partie du lot numéro seize-A (No 16-A), dans le rang trois du dit canton, lequel terrain mesure environ deux cent cinquante pieds le long du Chemin Public actuel, deux cents pieds du côté sud et deux cents pieds du côté nord, ce terrain formant une pointe, et est borné au sud et à l'ouest par le terrain de Ismaël Gagnon, au nord-est par le chemin public, la ligne de division entre le terrain présentement décrit et celui de M. Ismaël Gagnon passant pour le côté sud à une distance de vingt-cinq pieds du pan sud de la maison érigée sur le susdit terrain, avec y compris une porcherie et un hangar à bois qui se trouvent à proximité du terrain susdécrit.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquière, LUNDI, le ONZIEME jour d'OCTOBRE prochain (1926), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

ELZ. BOIVIN.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, ce quatrième jour de septembre 1926.

[Première publication, 11 septembre 1926]

4171—37-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } J. W. GAGNON, merchant, of Jonquière,
 No. 580. } J. chant, of Jonquière,
 plaintiff; vs JOSEPH AND LEON HARVEY, laborers, of Jonquière, defendants.

All that parcel of land or emplacement—with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known and designated on the official cadastre of the township of Jonquière as forming part of lot number sixteen A (No 16-A), in the third range of said township, the said land measuring about two hundred and fifty feet in length along the present public road, two hundred feet on the south side and two hundred feet on the North side, the said land forming a gore, and is bounded to the south and to the west by the land of Ismaël Gagnon, to the north east by the public road, the division line between the land presently described and that of Mr. Ismaël Gagnon running along the south side at a distance of twenty five feet from the south wall of the house erected on the aforesaid land, together with a piggery and a wood-shed which are near the land hereabove described.

To be sold at the door of the church of Jonquière, on MONDAY, the ELEVENTH day of OCTOBER next (1926), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Chicoutimi, this fourth day of September, 1926.

[First publication, September, 11, 1926]

4172—37-2

GASPÉ

GASPE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
 District de Gaspé, }
 Comté de Bonaventure, }
 No 4220. }
 demandeur; vs JOSEPH BELANGER, cultivateur, de Saint-Alphonse-de-Caplan, comté de Bonaventure, district de Gaspé, défendeur, à savoir:

1. Un certain terrain situé dans le septième rang de Saint-Alphonse-de-Caplan, étant une partie du lot portant le numéro cadastral onze cent trente A (No 1130a) du canton Hamilton; borné au nord par le trait carré 7-8, au sud par le trait-carré 6-7, à l'est par Thomas Laviolette et à l'ouest par Calixte Mercier, ledit terrain mesurant soixante-seize acres et demie en superficie, plus ou moins, étant un lot de terre connu comme étant la partie est du numéro neuf de la division primitive, dans le septième rang du canton de Hamilton—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Un certain terrain situé dans le sixième rang de Saint-Alphonse-de-Caplan, étant une partie du lot No 9 du canton de Hamilton; borné au nord par le trait carré 6-7, au sud par le trait carré 5-6, à l'ouest par Frederick Shaw, à l'est par Joseph Bernard, contenant cent acres plus ou moins en superficie—sans bâtisse, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse-de-Caplan, JEUDI, le TRENTIEME jour de SEPTEMBRE 1926, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. E.-W. SHEPPARD.
 New-Carlisle, 17 août 1926. 3937—34-2
 [Première publication, 21 août 1926]

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
 District de Joliette, }
 No 1512. }
 de la cité et du district
 de Joliette, demandeur, vs WILLIAM DERY,
 journalier, du même lieu, défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Barthélémi, au rang de la Baie Bélair, contenant environ trois quarts d'arpent de front sur environ quatorze arpents de profondeur, plus ou moins, renfermée dans les bornes suivantes, savoir: bornée en front par Ludger Bérard, en arrière par les terres du rang du nord, d'un côté par Napoléon Savoie et de l'autre côté par Désiré Turcotte, ladite terre faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro cent soixante-sept (167) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Barthélémi.

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Barthélémi, au rang de la Baie Bélair, contenant un arpent de front sur sept arpents de profondeur et renfermée dans les bornes suivantes, savoir: bornée en front au bout sud par le chemin de front, en arrière par Charles Plouffe, d'un

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, }
 District of Gaspé, }
 County of Bonaventure, }
 No. 4220. }
 plaintiff; vs JOSEPH BELANGER, farmer,
 of Saint Alphonse de Caplan, county of Bonaventure, district of Gaspé, defendant, to wit:

1. A certain lot of land situate in the seventh range of Saint Alphonse de Caplan, being a part of lot bearing cadastral number eleven hundred and thirty A (No. 1130a) of the township of Hamilton; bounded to the north by the *trait-carré* 7-8, to the south by the *trait-carré* 6-7, to the east by Thomas Laviolette and to the west by Calixte Mercier, the said land measuring seventy six acres and one half in superficies, more or less, being a lot of land known as being the east part of number nine of the primitive division, in the seventh range of the township of Hamilton—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A certain lot of land situate in the sixth range of Saint Alphonse de Caplan, being a part of lot No. 9 of the township of Hamilton; bounded to the north by the *trait-carré* 6-7, to the south by the *trait-carré* 5-6, to the west by Frederick Shaw, to the east by Joseph Bernard, containing one hundred acres, more or less, in superficies—without buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Alphonse de Caplan, on THURSDAY, the THIRTIETH day of SEPTEMBER, 1926, at the hour of TWO in the afternoon.

E. W. SHEPPARD,

Sheriff's office. Sheriff.
 New Carlisle, August 17th, 1926. 3938—34-2
 [First publication, 21st August, 1926]

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, }
 District of Joliette, }
 No. 1512. }
 of the city and
 district of Joliette, plaintiff; vs WILLIAM
 DERY, laborer, of the same place, defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Barthélemi, in range of Baie Belair, containing about three quarters of an arpent in front on about fourteen arpents in depth, more or less, comprised within the following boundaries, to wit: bounded in front by Ludger Berard, in rear by the lands of the north range, on one side by Napoléon Savoie and on the other side by Désiré Turcotte, the said land forming part of lot known and designated under number one hundred and sixty seven (167), on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Barthélemi.

2. A land situate in the parish of Saint Barthélemi, in range of Baie Belair, containing one arpent in front on seven arpents in depth and comprised within the following boundaries, to wit: bounded in front, to the south end, by the front road, in rear by Charles Plouffe, on one side by

côté par Horace Valois, et de l'autre par Ide Laferrière, ladite terre faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro cent soixante-quatre (164) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Barthélémi; la vente de ladite terre étant partie du lot numéro cent soixante-quatre (p. 164) du cadastre officiel de Saint-Barthélémi sera faite sous la réserve, en faveur de MM. Chs. Plouffe et Adolphe Lajoie, tous deux de Saint-Barthélémi, du droit de passer tant à pied qu'en voiture sur le susdit terrain pour l'exploitation de leur terrain faisant partie du dit lot No 164.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barthélémi, MARDI, le DOUZIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1926, à UNE heure après-midi (heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
GEORGE DESROCHES, Sheriff's office.
[Première publication, 11 septembre 1926] [First publication, September 11, 1926]
4179—37-2 4180—37-2

Cour Supérieure.

Province de Québec, } HENRI LAFERRIE-
District de Joliette, } RE, demandeur; vs
No 1490. } DAME VEUVE COR-
DELIA MAURICE dit CHAPUT, veuve de
Alphonse Robillard, défenderesse.

a. Un lopin de terre de figure irrégulière, borné au nord par les Nos 549 et 552, au sud par les Nos 546 et 548, à l'est par le No 548 et par la rivière Chicot, à l'ouest par les Nos 546 et 553, contenant en superficie 45 arpents et 81 perches, le dit lopin de terre connu au cadastre officiel de la paroisse de Saint Cuthbert, sous le No 547 — avec maison et autres dépendances dessus construites;

b. Un autre lopin de terre borné au nord par le No 557, vers le sud par le No 547, vers l'est par les Nos 549, et 557, vers l'ouest par le No 554, mesurant en front deux arpents sur deux arpents et 5 perches, contenant en superficie cinq arpents, le dit lopin de terre connu au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Cuthbert, sous le No 553.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cuthbert, le JEUDI QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
GEORGES DES ROCHES, Sheriff's office,
Joliette, ce 1er septembre 1926. 4181—37-2
[Première publication, le 11 septembre 1926] [First publication, September 11, 1926]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE LACHINE-
No 8827. } NE, corps politique
et incorporé ayant son bureau d'affaires dans la
cité de Lachine, district de Montréal, deman-
deresse; vs BENNIE GREEN, défendeur.

1. Les lots Nos 188 et 189 de la subdivision officielle du lot No 752 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur le côté nord de la rue Sainte-Catherine, dans la cité de Lachine—sans bâtisse.

2. Les lots de terre Nos 89, 90, 228 et 229 de la subdivision officielle du dit lot No 752 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, dans le

Horace Valois, and on the other side by Ide Laferrière, the said land forming part of lot known and designated under number one hundred and sixty four (No. 164) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Barthelemi; the sale of said land being part of lot number one hundred and sixty four (pt. 164) of the official cadastral of Saint Barthelemi shall be made under reserve, in favor of Messrs. Chs. Plouffe and Adolphe Lajoie, both of Saint Barthelemi, of right of way, on foot or in vehicles, on the aforesaid land for the exploitation of their land forming part of said lot No. 164.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Barthelemi, on TUESDAY, the TWELFTH day of the month of OCTOBER, 1926, at ONE o'clock in the afternoon (standard time).

GEORGE DESROCHES, Sheriff.
[First publication, September 11, 1926] 4180—37-2

Superior Court.

Province of Quebec, } HENRI LAFERRIE-
District of Joliette, } RE, plaintiff; vs
No. 1490. } DAME WIDOW COR-
DELIA MAURICE dit CHAPUT, widow of
Alphonse Robillard, defendant.

a. A parcel of land of irregular outline, bounded to the North by Nos. 549 and 552, to the South by Nos. 546 and 548, to the East by No. 548 and by the river Chicot, to the West by Nos. 546 and 553, containing 45 arpents and 81 perches in superficies, the said parcel of land known on the official cadastral of the parish of Saint Cuthbert, under No. 547—with house and other dependencies thereon erected.

b. Another parcel of land bounded to the North by No. 557, to the South by No. 547, to the East by Nos. 549 and 557, to the West by No. 554, measuring in front two arpents by two arpents and five perches, containing five arpents in superficies; the said parcel of land known on the official cadastral of the parish of Saint Cuthbert, under No. 553.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Cuthbert, THURSDAY, the FOURTEENTH day of OCTOBER, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DES ROCHES, Sheriff.
Joliette, September 1st, 1926. 4182—37-2
[First publication, September 11, 1926]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF LACHINE-
No. 8827. } NE, a body politic
and corporate having its principal place of business in the city of Lachine, district of Montreal, plaintiff; vs BENNIE GREEN, defendant.

1. The lots Nos. 188 and 189 of the official subdivision of lot No. 752 of the official plan and book of reference of the Town of Lachine, in the county of Jacques Cartier, fronting on the north side of Sainte Catherine Street, in the city of Lachine—without buildings.

2. The lots of land Nos. 89, 90, 228 and 229 of the official subdivision of said lot No. 752 of the official plan and book of reference of the Town

comté de Jacques-Cartier, ayant front sur le côté ouest de la huitième Avenue, dans la cité de Lachine—sans bâtisse.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 7 septembre 1926.
[Première publication, 11 septembre 1926]
4173—37-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ROSA DESROCHERS,
No 4232. } fille majeure, des cité
et district de Montréal, demanderesse; vs ROBERT ELLIOTT, défendeur.

Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision deux cent soixante-douze du lot numéro cent vingt-sept (127-272) du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent trois pieds de profondeur; et la moitié sud-est de la subdivision numéro deux cent soixante et onze du lot numéro cent vingt-sept (127-½ s.-e. de 271) du susdit cadastre, mesurant douze pieds et six pouces de largeur par cent trois pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec maison portant le numéro 6301 de la rue Vianney, à Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à MIDI.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 7 septembre 1926. 4175—37-2
[Première publication, le 11 septembre 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ZEPHIRIN PESANT,
No 4983. } demandeur; vs
CLEOPHAS CONSTANTINEAU, défendeur.

Un immeuble connu et désigné comme étant une propriété avec bâtisses dessus érigées, situées sur le boulevard Saint-Michel, dans la ville Saint-Michel, district de Montréal, portant le numéro 15 de la subdivision officielle du lot originaire No 343 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 7 septembre 1926. 4177—37-2
[Première publication, le 11 septembre 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DESIRÉ BERTRAND,
No 9049. } demandeur; vs WIL-
LIAM DEL VECCHIO, défendeur.

1. Deux lots de terre, à Montréal, quartier Mercier, rue Hector, connus et désignés sous les numéros quatre cent vingt-huit et quatre cent vingt-neuf de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent huit (408-428 et 429), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, mesurant chacun, vingt-cinq pieds de largeur, par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise—avec bâtisses, 654 à 660, rue Hector et les servitudes s'y ratta-

chies, in the county of Jacques Cartier, fronting on the west side of Eighth Avenue, in the city of Lachine—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, September 7, 1926.
[First publication, September 11, 1926]
4174—37-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ROSA DESROCHERS,
No. 4232. } spinster, of the city
and district of Montreal, plaintiff; vs ROBERT ELLIOTT, defendant.

An immovable known and designated as being the subdivision two hundred and seventy two of lot number one hundred and twenty seven (127-272), on the cadastre of the parish of Sault au Récollet, measuring twenty five feet in width by one hundred and three feet in depth; and the half south east of the subdivision number two hundred and seventy one of lot number one hundred and twenty seven (127-½ s. e. of 271) of the aforesaid cadastre, measuring twelve feet and six inches in width by one hundred and three feet in depth, English measure and more or less—with house bearing number 6301 on Vianney Street; Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of OCTOBER next at TWELVE o'clock noon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, September 7, 1926. 4176—37-2.
[First publication, September 11, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ZEPHIRIN PESANT,
No. 4983. } plaintiff; vs CLEOPHAS
CONSTANTINEAU, defendant.

An immovable known and designated as being a property with buildings thereon erected, situate on Saint Michel Boulevard, in the town of Saint Michel, district of Montreal, bearing number 15 of the official subdivision of original lot No. 343 of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, September 7, 1926. 4178—37-2
[First publication, September 11, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DESIRÉ BERTRAND,
No. 9049. } plaintiff; vs WIL-
LIAM DEL VECCHIO, defendant.

1. Two lots of land, in Montreal, Mercier ward, Hector Street, known and designated under numbers four hundred and twenty eight and four hundred and twenty nine of the official subdivision of lot number four hundred and eight (408-428 and 429), on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, each measuring twenty five feet in width by ninety feet in depth, English measure—with the buildings, 654 to 660, Hector Street, and the servitudes

chant, les deux lots ci-dessus formant une seule et même exploitation, suivant jugement du 30 juillet 1926.

2. Un lot de terre à Montréal, quartier Mercier, rue Hector, connu et désigné sous le numéro cinq cent un de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent huit (408-501), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, mesurant vingt-cinq pieds de largeur, par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise—avec bâtisses, 822, Hector, et les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 17 août 1926. 3930—34-2
[Première publication, le 21 août 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. NANTEL, deman-
No 2225. } J. deur; vs EMILIEU
GAUTHIER, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Bruno, en la concession de la Rabastalière, du côté ouest, contenant environ 125 arpents en superficie, plus ou moins, tenant au sud partie à la propriété d'Adélarde Benoit, ou représentants, et partie à la propriété des héritiers de feu Louis Benoit, au nord, au trait-quarré de la concession des Vingt-Cinq et à la propriété d'Antoine Huet, ou représentants, au nord-est, partie à la propriété de J.-B.-R. Dufresne et partie à celle d'Onésime Comtois, ou représentants, au sud-ouest, à la propriété de Norbert Cadieux père, ou représentants—avec les constructions dessus érigées, servitudes actives et passives y attachées; la dite terre étant connue sous le numéro cent trente et un (131) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno, dans le comté de Chambly. Sauf et à distraire de la dite terre: la partie appartenant à la communauté qui a existé entre feu Onésime Comtois et sa veuve, et telle qu'actuellement clôturée, cette partie de terre située dans la ligne nord, et telle que dit ci-dessus. Sauf et à distraire de la dite terre plus haut désignée, cette partie de terre vendue par le dit Emilien Gauthier à Israel Laberge et Adélarde Benoit et désignée comme suit:

Un terrain de forme triangulaire à son extrémité nord-ouest, situé sur la concession de la Rabastalière, en la paroisse de Saint-Bruno, étant partie du lot No 131 des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, de la contenance de 1158 pieds de profondeur à sa ligne nord-est au nord-ouest sur une distance ou profondeur de 1158 pieds, le tout mesure française et d'une superficie de 20 arpents et 2/5—sans bâtisse, et borné comme suit: au nord-ouest par le chemin de la dite concession, en arrière au sud-est, partie par Oscar Berthiaume, partie par Adélarde Benoit et partie par Emilien Gauthier; du côté nord-est par partie du dit lot No officiel 131 appartenant à Emilien Gauthier, et au sud-ouest par Arthur Cadieux—avec les servitudes actives et passives y attachées, spécialement celles relatives aux travaux de voirie, telles qu'établies et détaillées ci-dessous.

Sauf et à distraire du lot en premier lieu décrit, cette autre partie de terre vendue par le dit Emilien Gauthier à Albert Gauthier et Adéodat Gauthier, et désignée comme suit:

attached thereto, the two hereabove lots forming one single plot, according to a judgment of the 30th of July, 1926.

2. A lot of land, in Montreal, Mercier ward, Hector Street, known and designated under number five hundred and one of the official subdivision of lot number four hundred and eight (408-501), on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, measuring twenty five feet in width by ninety feet in depth, English measure—with the buildings, 822 Hector Street, and the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, August 17, 1926. 3940—34-2
[First publication, August 21, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. NANTEL, plaintiff;
No. 2225. } J. vs EMILIEU GAU-
THIER, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Bruno, in the Rabastalière Concession, on the west side, containing about 125 arpents in superficies, more or less; bounded on the south partly by the property of Adélarde Benoit or representatives, and partly by the property of the heirs of the late Louis Benoit, on the north by the division line of the Concession des Vingt-Cinq and by the property of Antoine Huet or representatives, on the northeast partly by the property of J. B. R. Dufresne and partly by that of Onésime Comtois or representatives, on the southwest by the property of Norbert Cadieux senior or representatives—with the buildings thereon erected and active and passive servitudes attached thereto; the said farm being known under the number one hundred and thirty one (131), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Bruno, in the county of Chambly. Save and to be deducted from the said farm: the part belonging to the community which existed between the late Onésime Comtois and his widow, and such as actually fenced in, that part of land situate in the north line and as mentioned hereabove. Save and to be deducted from the said farm above designated, that part of land sold by the said Emilien Gauthier to Israel Laberge and Adélarde Benoit and designated as follows:

A lot of land of triangular form at its northwest extremity, situate in the Rabastalière Concession, in the parish of Saint Bruno, being part of lot No. 131, on the official plan and book of reference of the said parish, containing 1158 feet in depth in its northeast to northwest line for a distance or depth of 1158 feet, all French measure and containing 20 and 2/5 arpents in superficies—without building, and bounded as follows: on the northwest by the road of the said Concession, in the rear to the southeast, partly by Oscar Berthiaume, partly by Adélarde Benoit and partly by Emilien Gauthier, on the northeast side by part of official lot No. 131, belonging to Emilien Gauthier, and on the southwest by Arthur Cadieux—with the active and passive servitudes attached thereto, particularly those relating to the road work as established and specified hereunder.

Save and to be deducted from the lot firstly described that other part of land sold by the said Emilien Gauthier to Albert Gauthier and Adeodat Gauthier, and designated as follows:

Un lopin de terre étant la partie sud-est de sa terre située sur la côte sud-est du chemin public de la paroisse de Saint-Bruno, laquelle partie contient environ deux arpents de front sur le dit chemin public par environ 11 ou 12 arpents de profondeur, est connue et désignée comme étant la partie sud-est du lot No officiel 131, et est bornée en front, au nord-ouest, par le chemin public appelé Concession de la Rabastalière, en arrière au sud-est, par un morceau de terre appartenant à Adélarde Benoît, d'un côté, au nord-est, par M. Delorme, et de l'autre côté au sud-ouest, par Adélarde Benoît—avec une grange sus-érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bruno, le VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, 17 août 1926. [Première publication, le 21 août 1926]

Le shérif,
OMER LAPIERRE.
3941—34-2

A parcel of land being the southeast part of his farm situate on the southeast side of the public road of the parish of Saint Bruno, which part contains about two arpents in front on the said public road by about 11 or 12 arpents in depth, is known and designated as being the southeast part of official lot No. 131, and is bounded in front to the northwest by the public road called Rabastalière Concession, in the rear to the southeast by a piece of land belonging to Adélarde Benoît, on one side to the northeast by M. Delorme, and on the other side to the southwest by Adélarde Benoît—with a barn thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bruno, on the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Montreal, August 17, 1926. [First publication, August 21, 1926]

OMER LAPIERRE,
Sheriff.
3942—34-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MINA-MAY
No 1060. } PICKLE, veuve de
feu Owen-E. Owens, demanderesse; vs JOHN
WILLIAMSON, défendeur.

Une certaine propriété immobilière étant un emplacement ayant front sur l'avenue Régent, dans la cité de Montréal, composé des subdivisions 166 et 167 du lot No 171, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant 50 pieds de largeur et 82 pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les bâtisses sus érigées, portant les Nos 214, 216 de l'avenue Régent.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, le 17 août 1926. [Première publication, 21 août 1926]

Le shérif,
OMER LAPIERRE.
3943—34-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MINA MAY
No. 1060. } PICKLE, widow of
the late Owen E. Owens, Plaintiff; vs JOHN
WILLIAMSON, defendant.

That certain immovable property, being an emplacement fronting on Regent Avenue, in the city of Montreal, composed of subdivisions 166 and 167 of lot No. 171, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring 50 feet in width and 82 feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected, bearing the Nos 214, 216, Regent Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal on the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Montreal, August 17th, 1926. [First publication, August 21, 1926]

OMER LAPIERRE,
Sheriff.
3944—34-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } JOSEPH-J. PERRON, fro-
No 2074. } mager, de Saint-Casimir;
contre OVILDA LANGLOIS & HENRI JU-
LIEN, tous deux de Saint-Casimir, conjointement et solidairement, à savoir:

1. Le lot No 506 (cinq cent six) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Casimir, comté de Portneuf, étant une terre située dans le rang Saint-Edouard, dans la dite paroisse de Saint-Casimir, contenant deux arpents de largeur sur environ vingt-huit arpents de longueur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 379 (trois cent soixante-dix-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Casimir, comté de Portneuf, étant une terre située dans le rang Saint-Pierre, dans la dite paroisse de Saint-Casimir—avec les bâtisses dessus—construites, circonstances et dépendances.

3. Le lot No 380 (trois cent quatre-vingt) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Casimir, comté de Portneuf, étant une terre située dans

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } JOSEPH J. PERRON, cheese
No. 2074. } maker, of Saint Casimir;
against OVILDA LANGLOIS & HENRI JU-
LIEN, both of Saint Casimir, jointly and severally, to wit:

1. The lot number 506 (five hundred and six) of the official cadastre for the parish of Saint Casimir, county of Portneuf, being a land situate in range Saint Edouard, in the said parish of Saint Casimir, containing two arpents in width by about twenty eight arpents in length—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lot No. 379 (three hundred and seventy nine) of the official cadastre for the parish of Saint Casimir, county of Portneuf, being a land situate in range Saint Pierre, in the said parish of Saint Casimir—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The lot No. 380 (three hundred and eighty) of the official cadastre for the parish of Saint Casimir, county of Portneuf, being a land situate

le rang Saint-Pierre, dans la dite paroisse de Saint-Casimir—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Casimir, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 25 août 1926. 4045—35-2
[Première publication, 28 août 1926]
[Deuxième publication, 11 septembre 1926]

FIERI FACIAS.

Quebec, à savoir: } JOSEPH TREMBLAY,
No 354. } négociant, de la Tuque;
contre J.-ERNEST DESBIENS et J.-LUCIEN
FUSEY, du même lieu, à savoir:

Le lot No 24-a-268 (vingt-quatre-a-deux cent soixante-huit) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Joseph, en la ville de la Tuque — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la Tuque, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 25 août 1926. 4047—35-2
[Première publication, le 28 août 1926]
[Deuxième publication, le 11 septembre 1926]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ELZEAR FRENET-
District de Roberval, } TE, cultivateur, de
No 2567. } Lac Bouchette, de-
mandeur; vs EMMANUEL BRASSARD, main-
tenant de Montréal, défendeur, et ADELARD
LAVOIE, forgeron, ET AL, et STANISLAS COU-
TURE, de Saint-Jérôme, tiers-saisi.

Contre les biens immobiliers du dit tiers-saisi Stanislas Couture.

Avis public est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause qui devait avoir lieu mardi le vingt-deuxième jour de décembre 1925, à une heure de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme, (Métabetchouan), aura maintenant lieu à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1926), à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Jérôme (Métabetchouan).

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 25 août 1926. 4051

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

No 147. } ALBERT BERGERON,
} huissier, de la ville d'Ar-

thabaska, demandeur; contre DAME MARGUERITE BEAUCHESNE, de Ham-Nord, veuve de feu William Desloges, en son vivant, du même

in range Saint-Pierre, in the said parish of Saint Casimir—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Casimir, the FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon:

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, August 25th, 1926. 4046—35-2
[First publication, August 28, 1926]
[Second publication, September 11, 1926]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } JOSEPH TREMBLAY, mer-
No. 354. } chant, of La Tuque;
against J. ERNEST DESBIENS and J. LU-
CIEN FUSEY, of the same place, to wit:

The lot No. 24-a-268 (twenty four-a-two hundred and sixty eight) of the official cadastre of the first range of the township of Mailhot, county of Champlain, being an emplacement situate on Saint Joseph Street, in the town of La Tuque—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of La Tuque, the FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, August 25, 1926. 4048—35-2
[First publication, August 28, 1926]
[Second publication, September 11, 1926]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } ELZEAR FRENET-
District of Roberval, } TE, farmer, of Lac
No. 2567. } Bouchette, plaintiff,
vs EMMANUEL BRASSARD, now of Mon-
tréal, defendant, and ADELARD LAVOIE,
blacksmith, ET AL, and STANISLAS COU-
TURE, of Saint Jerome, garnishee.

Against the immovable property of the said garnishee Stanislas Couture.

Public notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which was to take place Tuesday, the twenty second day of December 1925, at one o'clock in the afternoon, at the parish church door of Saint Jerome, (Metabetchouan), shall now take place at TEN o'clock in the forenoon, TUESDAY, the TWENTY FIRST day of SEPTEMBER next (1926), at the church door of the said parish of Saint Jerome (Metabetchouan).

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, August 25, 1926. 4052

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

No. 147. } ALBERT BERGERON,
} bailiff, of the town of

Arthabaska, plaintiff; vs DAME MARGUERITE BEAUCHESNE, of Ham-North, widow of the late William Desloges, in his lifetime of the

lieu, GEORGES DESLOGES, PATRICK DESLOGES, EDMOND DESLOGES, DAME ROSE DESLOGES, épouse commune en biens de Omer Ramsay, du même lieu, et le dit OMER RAMSAY comme commun en biens et pour autoriser sa dite épouse, et DAME SOPHRONIE DESLOGES, épouse commune en biens de Joseph Fortier, du même lieu, et le dit JOSEPH FORTIER comme commun en biens et pour autoriser sa dite épouse, tous de Ham-Nord, WILLIE DESLOGES et BENJAMIN DESLOGES, de Garthby, défendeurs.

Saisie comme appartenant aux dits défendeurs:

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Ham, sous les numéros deux-A (2-A) et deux B (2-B) du rang A nord-est, et aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Wolfestown, sous les numéros vingt-six A (26-A) et vingt-six B (26-B), du onzième rang; prenant d'un bout au sud-ouest au chemin public, de l'autre bout au nord-est, au dixième rang de Wolfestown, du côté nord-ouest aux représentants de Médard Luneau, et du côté sud-est, à Louis Demers—avec bâtisses dessus construites; à distraire l'emplacement vendu à Louis Demers suivant son titre, contenant un demi-arpent de large sur un arpent de profondeur, à prendre dans le coin sud des dits Nos 2-A et 26-B.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse des Saints-Anges-de-Ham (Ham Nord), MARDI, le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE 1926, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 23 août 1926. 4163—37-2
[Première publication, 11 septembre, 1926]

same place, GEORGES DESLOGES, PATRICK DESLOGES, EDMOND DESLOGES, DAME ROSE DESLOGES, wife common as to property of Omer Ramsay, of the same place, and the said OMER RAMSAY as common as to property and to authorize his said wife, and DAME SOPHRONIE DESLOGES, wife common as to property of Joseph Fortier, of the same place, and the said JOSEPH FORTIER as common as to property and to authorize his said wife, all of Ham-North, WILLIE DESLOGES and BENJAMIN DESLOGES, of Garthby, defendants.

Seized as belonging to the said defendants:

A land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Ham, under the numbers two A (2-A) and two B (2-B) of range A northeast, and on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Wolfestown, under the numbers twenty six A (26-A) and twenty six B (26-B), of the eleventh range; bounded on one end on the southwest by the public road, on the other end on the northeast by the tenth range of Wolfestown, on the northwest side by the representatives of Médard Luneau and on the southeast side by Louis Demers—with the buildings thereon erected; to be deducted the emplace-ment sold to Louis Demers according to title, containing one half arpent in width by one arpent in depth, to be taken in the south corner of the said Nos. 2-A and 26-B.

To be sold at the door of the church of the parish of Saints Anges de Ham (Ham North), on TUESDAY, the TWELFTH day of OCTOBER, 1926, at TWO o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, August 23, 1926. 4164—37-2
[First publication, September 11, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du magistrat.—District de Saint-François.

No 634. } LA CORPORATION DU
CANTON DE STAN-
STEAD, district de Saint-François, demande-
resse; contre GEORGE-L. KEELER, dudit
canton de Stanstead, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

Les lots numéros cinq cent soixante-quinze (575), et cinq cent soixante-dix-sept (577), sur le plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi pour le canton de Stanstead, et partie du lot numéro cinq cent soixante-quatorze (574), sur le dit plan officiel du dit cadastre et livre de renvoi pour le canton de Stanstead—avec les bâtisses et dépendances dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus (Stanstead), dans le comté de Stanstead, dit district, JEUDI, le QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE, 1926, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 2 septembre 1926.
[Première publication, 11 septembre 1926]
4165—37-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Saint Francis.

No. 634. } THE CORPORATION OF
THE TOWNSHIP OF
STANSTEAD, Plaintiff; against GEORGE L.
KEELER, of the said township of Stanstead,
Defendant.

Seized as belonging to said defendant:

Lots numbers five hundred and seventy five (575), and five hundred and seventy seven (577), on the official cadastral plan and book of reference for the township of Stanstead, and part of lot number five hundred and seventy four (574), on the said official cadastral plan and book of reference for the township of Stanstead—with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the church of Sacré Cœur de Jésus (Stanstead), in the county of Stanstead, said district, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of OCTOBER 1926, at TWO o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, September 2, 1926.
[First publication, September 11, 1926]
4166—37-2

TROIS-RIVIÈRES

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
 Trois-Rivières, à savoir:) OCTAVE CLOU-
 No 240.) TIER, deman-
 deur; vs ALPHONSE RIOUX, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
 Une terre située en la paroisse de Sainte-Thècle,
 sur le rang B. sud, connue et désignée sous le
 numéro cent un (No 101), sur les plan et livre de
 renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thècle,
 contenant trois arpents de front, sur environ
 trente-trois arpents de profondeur; bornée en
 front au Lac des Chicots, en profondeur aux
 terres du rang Saint-Georges, d'un côté à l'est à
 Gustave Dessureault et de l'autre côté à l'ouest
 à Wilfrid Thiffault ou représentants—avec
 bâtisses dessus construites, circonstances et dé-
 pendances.

A distraire de la dite terre la partie vendue à la
 Commission de Chemin de fer du Grand-Nord,
 pour le passage de sa voie ferrée.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
 paroisse de Sainte-Thècle, dans le comté de Cham-
 plain, le VINGT ET UNIÈME jour de SEP-
 TEMBRE prochain 1926, à DIX heures du
 matin (heure solaire).

Le shérif,
 Bureau du shérif, PHIL.-L. LASSONDE.
 Trois-Rivières, 16 août 1926. 3909—34-2
 [Première publication, le 21 août 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
 Three Rivers, to wit:) OCTAVE CLOU-
 No. 240.) TIER, plaintiff;
 vs ALPHONSE RIOUX, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
 A farm situate in the parish of Sainte Thècle,
 in range B south, known and designated under
 the number one hundred and one (No. 101), on
 the official plan and book of reference of the
 parish of Sainte Thècle, containing three arpents
 in front by about thirty three arpents in depth;
 bounded in front by Lac des Chicots, in depth
 by the lands of the Saint Georges range, on one
 side to the east by Gustave Dessureault and on
 the other side to the west by Wilfrid Thiffault or
 representatives—with buildings thereon erected,
 circumstances and dependencies.

To be deducted from the said farm the part
 sold to the Great Northern Railway Company
 for its road way.

To be sold at the church door of the parish of
 Sainte Thècle, in the county of Champlain, on the
 TWENTY FIRST day of SEPTEMBER next,
 1926, at TEN o'clock in the forenoon (Standard
 time).

PHI. L. LASSONDE,
 Sheriff's office, Sheriff.
 Three Rivers, August 16, 1926. 3910—34-2
 [First publication, August 20, 1926]

Nominations

No 300—Elec.
 DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION
 PUBLIQUE

Nomination de 5 commissaires d'écoles

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouver-
 neur, par un arrêté en Conseil en date du 19ième
 jour d'août 1926, de nommer MM. Joseph
 Labrie, Arthur-Ls St-Pierre, François-Al. Roy,
 Samuel Isabel et M. Joseph Gagnon, commis-
 saires d'écoles pour la municipalité de Cap-Chat,
 paroisse, dans le comté de Gaspé. 4187

Proclamations

Canada,
 Province of Québec.
 [L. S.]
 N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du
 Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-
 lande et des possessions britanniques au delà
 des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des
 Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles
 peuvent concerner—SALUT'

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON,
 Assistant-Procurer-
 Général-suppléant. } ATTENDU qu'une re-
 quête Nous a été
 présentée demandant de
 détacher de la municipalité du canton de La
 Sarre et du canton Palmarolle (non érigé en

Appointments

No. 300—Elec.
 DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRU-
 CTION.

Appointment of 5 School Commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been
 pleased, by an Order in Council dated the 19th
 of August, 1926, to appoint Messrs. Joseph
 Labrie, Arthur Ls. St-Pierre, François Al. Roy,
 Samuel Isabel and M. Joseph Gagnon, School
 Commissioners for the municipality of Cap-
 Chat, parish, in the county of Gaspé. 4188

Proclamations

Canada,
 Province of Québec.
 [L. S.]
 N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United
 Kingdom of Great Britain and Ireland,
 and of the British Dominions beyond the
 Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of
 India.

To all to whom these presents shall come or
 whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

J. A. HUDON, } WHEREAS application
 Acting-Deputy } has been made to Us,
 Attorney-General. } to detach from the municipi-
 tality of the township of La Sarre and of the
 township of Palmarolle (not erected into a muni-

municipalité) dans le comté municipal d'Abitibi, le territoire ci-après décrit, situé dans le comté d'Abitibi, et de l'ériger en municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de Colombourg";

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité et qu'il restera à la municipalité du canton de La Sarre, une population de plus de trois cents âmes;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 19 août 1926, et conformément aux dispositions du Code municipal de la province de Québec, Nous avons déclaré et, par les présentes, déclarons que le territoire suivant, savoir:

Le territoire—dans les cantons de La Sarre et Palmarolle—dont les bornes sont:—au nord, la ligne séparative des rangs trois et quatre du canton de La Sarre, depuis la rive est de la rivière Poisson-Blanc jusqu'à la ligne de division des lots 40 et 41 dudit rang quatre et aussi la ligne séparative des rangs cinq et six du même canton, depuis la ligne de division des lots 40 et 41 dudit cinquième rang jusqu'à la limite est dudit canton; à l'est cette partie de la limite est des cantons de La Sarre et Palmarolle, depuis la ligne séparative des cinquième et sixième rangs dudit canton de La Sarre jusqu'à la ligne de division des rangs neuf et dix du canton de Palmarolle; au sud, le front du dixième rang du canton de Palmarolle, depuis la limite est du dit canton jusqu'à la ligne de division des lots 32 et 31 dudit rang, et la ligne de front du deuxième rang du canton de La Sarre, depuis la ligne de division des lots 32 et 31 dudit rang, jusqu'à la rive est de la rivière Poisson-Blanc, et enfin à l'ouest, ladite rive est de cette rivière, à travers les rangs deux et trois du canton de La Sarre, la ligne de division des lots 40 et 41 dans les quatrième et cinquième rangs du canton de La Sarre, et la ligne séparative des lots 31 et 32 à travers le dixième rang du canton de Palmarolle et le premier rang du canton de La Sarre, est détaché—cette partie susmentionnée du dixième rang du canton de Palmarolle exceptée—de la paroisse de Saint-André-de-la-Sarre, est détaché de la municipalité des cantons de La Sarre et Palmarolle et érigé en municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de Colombourg", et forme une municipalité à partir de ce jour.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, de Notre province de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT, en l'année mil neuf cent vingt-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Le sous-secrétaire de la province,

4193

C.-J. SIMARD.

pality), in the municipal county of Abitibi, the territory hereinafter described, situate in the county of Abitibi, and to erect it into a separate municipality under the name of "Municipality of Colombourg";

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed, that the said territory is within the conditions required by law to form a municipality, and that there shall remain in the municipality of the township of La Sarre, a population of over three hundred souls;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated the 19th of August, 1926, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We have declared and, by these presents, do declare that the following territory, to wit:

The territory—in the townships of La Sarre and Palmarolle—the boundaries of which are:—to the north, the division line of ranges three and four of the township of La Sarre, from the east border of the river Poisson-Blanc to the division line of lots 40 and 41 of said range four and also the division line of ranges five and six of the same township, from the division line of lots 40 and 41 of said fifth range to the east limit of said township; to the east, the said part of the east limit of townships of La Sarre and Palmarolle, from the division line of the fifth and sixth ranges of said township of La Sarre to the division line of ranges nine and ten of the township of Palmarolle; to the south, the front of the tenth range of the township of Palmarolle, from the east limit of said township to the division line of lots 32 and 31 of said range, and the front line of the second range of the township of La Sarre, from the division line of lots 32 and 31 of said range, to the east border of the river Poisson-Blanc, and finally, to the west, the said east border of said river, through ranges two and three of the township of La Sarre, the division line of lots 40 and 41 in the fourth and fifth ranges of the township of La Sarre and the division line of lots 31 and 32 through the tenth range of the township of Palmarolle and the first range of the township of La Sarre, is detached—the said aforementioned part of the tenth range of the township of Palmarolle excepted—from the parish of Saint André de la Sarre, is detached from the municipality of the townships of La Sarre and Palmarolle and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Colombourg" and forms a municipality from and after this day.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of QUEBEC, this TWENTY SEVENTH day of August, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty six and in the seventeenth year of Our Regin.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4194

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
Assistant-Procureur- } ATTENDU qu'une re-
Général-Suppléant. } quête Nous a été
présentée, demandant
l'érection du canton de Langis, dans le comté de Matapédia, en municipalité de paroisse sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-Vianney";

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, qu'aucune opposition n'a été produite de la part du conseil de comté et qu'il importe de faire droit à la demande des requérants;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 19 août 1926, et conformément aux dispositions du Code municipal, Nous avons déclaré et, par les présentes, déclarons que le territoire suivant, savoir:

Le territoire érigé en un canton sous le nom de Langis, par une proclamation en date du 30 mai 1925, et dont les limites et bornes—en référence au plan de la subdivision primitive de ce canton—sont les suivantes: en front, au sud-ouest, la seigneurie du Lac Matapédia; en arrière, au nord-est, le canton de Tessier et une portion du canton projeté de Cuog; d'un côté, au nord-ouest, le canton de Matane et de l'autre côté, au sud-est, le canton de Blais—ledit territoire, ainsi borné, formant une superficie de 34300 acres et n'appartenant ni ayant appartenu encore à aucune municipalité, bien que déjà érigé, en 1925, en une paroisse pour les fins civiles, sous le vocable de "Saint-Jean-Baptiste-Vianney", est érigé en municipalité de paroisse sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-Vianney", et forme une municipalité à partir de ce jour.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT, en l'année mil neuf cent vingt-six de l'ère chrétienne et de Notre règne la dix-septième année.

Le sous-secrétaire de la province,
4195 C.-J. SIMARD.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, }
Acting-Deputy- } WHEREAS application
Attorney-General. } has been made to Us,
to erect the township of
Langis, in the county of Matapédia, into a parish
municipality under the name of "The municipa-
lity of the parish of Saint Jean Baptiste
Vianney";

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed, that the said territory is within the conditions required by law to form a municipality and that no opposition has been filed on the part of the county council and that it is expedient to grant the petition of the petitioners;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated the 19th of August, 1926, and in accordance with the provisions of the Municipal Code, We have declared and, by these presents, do declare that the following territory, to wit:

The territory erected into a township under the name of Langis, by proclamation dated the 30th of May, 1925, and of which the limits and boundaries—in reference to the primitive subdivision of the said township—are the following: in front, to the southwest, the seignory of Lake Matapédia; in rear, to the northeast, the township of Tessier and a portion of the projected township of Cuog; on one side, to the northwest, the township of Matane and on the other side, to the southeast, the township of Blais—the said territory, thus bounded, forming a superficies of 34300 acres and not forming part or having yet formed part of any municipality, although already erected in 1925, into a parish for civil purposes, under the name of "Saint Jean Baptiste Vianney", is erected into a parish municipality under the name of "The municipality of the parish of Saint Jean Baptiste Vianney", and forms a municipality from and after this day.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. Witness: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of QUÉBEC, this TWENTY SEVENTH day of AUGUST, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty six and in the seventeenth year of Our Reign.

4196 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

J.-A. HUDON,
Assistant-Procureur-Général-
Suppléant.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée, demandant de détacher de la municipalité de la paroisse de Saint-Alexis-de-Matapédia, comté de Bonaventure, le territoire ci-après décrit et de l'ériger en municipalité distincte sous le nom de "La Municipalité de la paroisse de Saint-François-d'Assise";

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies et qu'il restera à la municipalité de Saint-Alexis-de-Matapédia, après cette érection, une population de 300 âmes;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 19 août, 1926, et conformément aux dispositions du Code Municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons que le territoire suivant, savoir:

Le territoire—dans le canton de Matapédia—dont les bornes, en référence au cadastre officiel fait pour ce canton dans la seconde division d'enregistrement de Bonaventure, sont les suivantes: vers le nord, le canton de Milniké; vers l'ouest, le canton de Patapédia et, vers les autres côtés, une ligne brisée s'établissant Est-Nord et en continuité, à partir de Patapédia, comme suit: l'axe de la rivière Restigouche, en descendant son cours jusqu'à la ligne entre les lots 19 et 20 du rang I—Rivière-Restigouche, puis cette ligne jusqu'au fronteau du rang II; le front du lot 20 dudit rang II et la ligne entre 20 et 19 de ce rang; le front des lots 19, 18, 17, 16, 15 du rang III et la ligne entre 15 et 14 dans les rangs III, IV, V; le front du rang VI, depuis ladite dernière ligne jusqu'au rang II—Rivière-Matapédia, puis la ligne entre 35 et 36 dans ce dernier rang et celle entre 42 et 43 dans le rang I—Rivière-Matapédia, jusqu'à la rivière Matapédia; enfin, le dit axe, en remontant le cours de la rivière, jusque vis-à-vis le coin nord du dit canton de Matapédia, est érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "La Municipalité de la paroisse de Saint-François-d'Assise", dans le comté municipal de Bonaventure, à compter de ce jour.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de Québec, ce TROISIEME jour de SEP-

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

J. A. HUDON,
Acting-Deputy-Attorney-
General.

WHEREAS application has been made to Us, to detach from the municipality of the parish of Saint Alexis de Matapédia, in the county of Bonaventure, the territory hereinafter described and to erect it into a separate municipality under the name of "The municipality of the Parish of Saint François d'Assise";

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed, and that there shall remain in the municipality of Saint Alexis de Matapédia, after such erection, a population of over three hundred souls;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated the 19th of August, 1926, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare that the following territory, to wit:

The territory—in the township of Matapédia—the boundaries of which, with reference to the official cadastre made for this township, in the second registration division of Bonaventure, are the following: towards the north, the township of Milniké; towards the west, the township of Patapédia and, towards the other sides, a broken line shown east-north, and in continuity, from Patapédia, as follows: the axis of the river Restigouche descending its course to the line between lots 19 and 20 of range I—river Restigouche, thence, this line up to the fronteau of range II; the front of lot 20 of said range II and the line between 20 and 19 of said range; the front of lots 19, 18, 17, 16, 15 of range III and the line between 15 and 14 in ranges III, IV, V; the front of range VI, from the last said line to range II, river Matapédia, thence the line between 35 and 36 in the last range, and that between 42 and 43 in range I—Matapédia river, up to river Matapédia, finally, the said axis ascending the course of the river, as far as opposite the north corner of said township of Matapédia, is erected into a separate municipality, under the name of "The Municipality of the parish of Saint François d'Assise", in the municipal county of Bonaventure, from and after this day.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, in Our Province of Quebec, this THIRD day of SEPTEMBER,

TEMBRE, en l'année mil neuf cent
vingt-six de l'ère chrétienne et de Notre
Règne la dix-septième année.

Par ordre,

4197 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

in the Year of Our Lord one thousand
nine hundred and twenty six and in the
seventeenth year of Our Reign.

By command,

4198 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

No 1526-26.

Québec, 2 septembre 1926.

Demande est faite d'ériger en municipalité
scolaire distincte, sous le nom de "Canton Nem-
taye", les lots Nos 1 à 50 inclusivement des rangs
4, 5 et 6 du canton Nemtaye, dans le comté de
Matapédia. 4185-37-2

No. 1526-26.

Quebec, September 2nd, 1926.

Application is made to erect into a separate
school municipality under the name of "Township
Nemtaye", the lots Nos. 1 to 50 inclusively of
ranges 4, 5 and 6 of the township Nemtaye, in
the county of Matapédia. 4186-37-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 37

Index of the Quebec Official Gazette, No. 37

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame David vs Bergeron.....	2841
" Delisle vs Dubois.....	2841
" Farnesyn vs Sauveur.....	2841
" Lachance vs Deblois.....	2841
" Lefebvre vs Dolbec.....	2842
" Salvail vs Fournier.....	2841
" Silverman vs Malitz.....	2842

ANNONCEURS:—Avis aux.....	2827
---------------------------	------

ASSURANCES:—

Boston Insurance Company.....	2840
La Nationale, cie d'ass. contre le feu....	2840

AVIS DIVERS:—

Duke-Price Power Co., Ltd.....	2842
Lake St. John Light & Power Co.....	2844
Municipal Service Corporation, Ltd....	2842
Ville de Coaticook (barrage).....	2844

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Canton-Nemtaye.....	2864
Municipalité scolaire de Low.....	2840

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—

Examen des mesureurs de bois.....	2840
-----------------------------------	------

LETTRES PATENTES:—

Canadian Business Exchange, Ltd.....	2828
Compagnie d'immeubles Michelin, Inc..	2830
G. E. Brennan and Company.....	2832
Masham Telephone Company.....	2834
Mattawa Fur Ranching, Ltd.....	2835
Sovereign Securities Co., Ltd.....	2836

MINUTES DE NOTAIRE:—

L'Heureux, Adélarde.....	2845
Perreault, Jean-Baptiste.....	2845
Rowat, Harland Cameron.....	2845

NOMINATIONS:—

Commissaires d'écoles.....	2861
----------------------------	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame David vs Bergeron.....	2841
" Delisle vs Dubois.....	2841
" Farnesyn vs Sauveur.....	2841
" Lachance vs Deblois.....	2841
" Lefebvre vs Dolbec.....	2842
" Salvail vs Fournier.....	2841
" Silverman vs Malitz.....	2842

ADVERTISERS:—Notice to.....	2827
-----------------------------	------

INSURANCES:—

Boston Insurance Company.....	2840
The National, Fire Ins. Co.....	2840

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Duke-Price Power Co., Ltd.....	2842
Lake St. John Light & Power Co.....	2844
Municipal Service Corporation, Ltd....	2842
Town of Coaticook (dam).....	2844

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Township-Nemtaye.....	2865
School Municipality of Low.....	2840

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Examination of log measurers and cullers.	2840
---	------

LETTERS PATENT:—

Canadian Business Exchange, Ltd.....	2828
Compagnie d'immeubles Michelin, Inc..	2830
G. E. Brennan and Company.....	2832
Masham Telephone Company.....	2834
Mattawa Fur Ranching, Ltd.....	2835
Sovereign Securities Co., Ltd.....	2836

NOTARIAL MINUTES:—

L'Heureux, Adélarde.....	2845
Perreault, Jean-Baptiste.....	2845
Rowat, Harland Cameron.....	2845

APPOINTMENTS:—

School Commissioners.....	2861
---------------------------	------

PROCLAMATIONS:—

Municipalité de Colombourg.....	2861
Municipalité de la paroisse de Saint-François-d'Assise.....	2864
Municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-Vianney.....	2863

RATIFICATION DE TITRE:—

Mac-Tag Rubber Co., Ltd.....	2845
------------------------------	------

SOUMISSIONS:—

Commissaires d'écoles de Pointe-au-Pic.....	2848
Ville de Farnham.....	2846
Ville de Jonquière.....	2847

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Bédard, Xavier.....	2846
Brunet, J.-M.....	2850
J. D'Ambrosio & Cie, et J. D'Ambrosio..	2849

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Cloutier vs Beauchemin <i>et al</i>	2850
La Fonderie de Plessisville vs Provencher	2851
Raymond vs Champagne.....	2851

BEAUCE:—

Caron vs Caron.....	2852
---------------------	------

BEDFORD:—

Desourdis vs Thuot.....	2852
-------------------------	------

CHICOUTIMI:—

Gagnon vs Belley.....	2853
Gagnon vs Harvey <i>et al</i>	2853

GASPÉ:—

Forest vs Bélanger.....	2854
-------------------------	------

JOLIETTE:—

Guibault vs Déry.....	2854
Laferrrière vs Maurice dit Chaput.....	2855

MONTRÉAL:—

Bertrand vs DelVecchio.....	2856
Cité de Lachine vs Green.....	2855
Desrochers vs Elliott.....	2856
Nantel vs Gauthier.....	2857
Pesant vs Constantineau.....	2856
Pickle vs Williamson.....	2858

QUÉBEC:—

Perron vs Langlois <i>et al</i>	2858
Tremblay vs Desbiens <i>et al</i>	2859

ROBERVAL:—

Frenette vs Brassard.....	2859
---------------------------	------

SAINT-FRANÇOIS:—

Bergeron vs Beauchesne <i>et al</i>	2859
Corporation du canton de Stanstead vs Keeler.....	2860

TROIS-RIVIÈRES:—

Cloutier vs Rioux.....	2861
------------------------	------

QUÉBEC:—Imprimé par L. AMABLE PROULX, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

PROCLAMATIONS:—

Municipality of Colombourg.....	2861
Municipality of the parish of Saint François d'Assise.....	2864
Municipality of the parish of Saint Jean Baptiste Vianney.....	2863

CONFIRMATION OF TITLE:—

Mac-Tag Rubber Co., Ltd.....	2845
------------------------------	------

TENDERS:—

School Commissioners of Pointe au Pic..	2848
Town of Farnham.....	2846
Town of Jonquière.....	2847

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Bédard, Xavier.....	2846
Brunet, J. M.....	2850
J. D'Ambrosio & Cie, et J. D'Ambrosio..	2849

SHERIFF'S SALES:—

ABITIBI:—

Cloutier vs Beauchemin <i>et al</i>	2850
La Fonderie de Plessisville vs Provencher	2851
Raymond vs Champagne.....	2851

BEAUCE:—

Caron vs Caron.....	2852
---------------------	------

BEDFORD:—

Desourdis vs Thuot.....	2852
-------------------------	------

CHICOUTIMI:—

Gagnon vs Belley.....	2853
Gagnon vs Harvey <i>et al</i>	2853

GASPÉ:—

Forest vs Bélanger.....	2854
-------------------------	------

JOLIETTE:—

Guibault vs Déry.....	2854
Laferrrière vs Maurice dit Chaput.....	2855

MONTREAL:—

Bertrand vs DelVecchio.....	2856
City of Lachine vs Green.....	2855
Desrochers vs Elliott.....	2856
Nantel vs Gauthier.....	2857
Pesant vs Constantineau.....	2856
Pickle vs Williamson.....	2858

QUEBEC:—

Perron vs Langlois <i>et al</i>	2858
Tremblay vs Desbiens <i>et al</i>	2859

ROBERVAL:—

Frenette vs Brassard.....	2859
---------------------------	------

SAINT FRANCIS:—

Bergeron vs Beauchesne <i>et al</i>	2859
Corporation of the township of Stanstead vs Keeler.....	2860

THREE RIVERS:—

Cloutier vs Rioux.....	2861
------------------------	------

QUÉBEC:—Printed by L. AMABLE PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.